



2017

# Rapport Annuel

Faire de l'information scientifique et technique le bien commun de la communauté scientifique

couperin.org

Consortium Unifié des Établissements Universitaires et  
de Recherche pour l'Accès aux Publications Numériques



# Sommaire

• Le mot du Président .....	1
• Introduction.....	2
• Organisation du consortium .....	4
• Gouvernance.....	4
• Fonctionnement des départements .....	5
• Communication.....	6

## Négocier les ressources documentaires

• Département des négociations documentaires.....	7
• Activité du Département .....	7
• Bilan global des négociations 2017 pour 2018 .....	8
• Faits marquants 2017 .....	9
• Implication de Couperin.org à l'international.....	10
• Reconnaissance du consortium à l'international.....	10
• Participation à différentes manifestations .....	10
• Collaboration et relations bilatérales.....	10
• Bilan des pôles de négociations.....	11
• Pôle grands Comptes – GCO .....	11
• Pôle « Lettres et Sciences Humaines » - LSH.....	11
• Pôle « Sciences économiques et gestion »-SEG .....	12
• Pôle « Sciences juridiques et politiques »-SJP.....	13
• Pôle « Sciences et Techniques » - ST.....	13
• Pôle « Sciences de la vie et de la santé »-SVS.....	14
• Soutien aux négociateurs .....	15
• Journées des négociateurs - 4 et 5 décembre 2017 .....	15
• Journée de formation du 10 mars 2017.....	16
• Enquêtes et rapports .....	16
• Enquête sur les APC .....	16
• ERE – Enquête sur les ressources électroniques.....	17
• Perspectives 2018 .....	17
• Acquisitions pour ISTEK .....	18
• Négociations avec des éditeurs francophones .....	18
• Négociations Complémentaires.....	18

## Développer l'offre en livres électroniques

• La Cellule ebook (CeB).....	19
• Missions de la CeB et de son organisation.....	19
• Les activités de la CeB en 2017 .....	19
• Perspectives 2018 .....	22

## Développer l'Open Access

• 7es journées Science Ouverte Couperin .....	23
• Le GTA0 : Soutenir les établissements dans le portage de leurs projets d'archives ouvertes .....	24
• Pistes de travail et réalisations 2017 .....	24
• Amélioration de la communication vers les membres .....	24
• Contribution à l'application de la « loi pour une République Numérique » .....	25
• Fournir des outils pour l'administration d'archives ouvertes .....	25
• Enquête sur les « Archives ouvertes » .....	26
• Perspectives 2018 .....	27
• Projets pour le développement de l'Open Access .....	28
• Le projet OpenAIRE .....	28
• Dissemin .....	30
• Campagne d'adhésion DOAJ et SPARC Europe .....	30

## Améliorer le suivi des usages

• Groupe de travail Indicateurs .....	31
• Implication dans le projet COUNTER .....	32
• Travail sur les normes .....	33
• Certification Dekra .....	33
• Collaboration avec l'ADBU et EPRIST .....	33
• Organisation d'une journée d'étude.....	34
• Projets 2018 .....	35
• EzMESURE, vers la visualisation des usages.....	36
• Evolution d'EzMesure .....	36
• Evolution des briques logicielles .....	37
• Ezparse.org : un nouveau site pour une présence web recentrée .....	39
• Les actions de communication et de formation .....	40
• Nos perspectives pour l'année 2018.....	41

## Le mot du Président

Dans la continuité de sa démarche en faveur d'une transition rapide vers le tout accès ouvert, l'année 2017 a été, pour Couperin, une année de consolidation de ses activités et de préparation active de l'entrée dans le « dur » des négociations, qui s'annoncent très difficiles, avec les grands éditeurs internationaux. Sans tendre à un bilan exhaustif, objet de ce rapport, soulignons quelques éléments qui ont marqué 2017.

Malgré une prolongation d'un an du projet « Premier Plan d'investissement d'avenir »-ISTEX, et une longue incertitude sur la nécessité ou non de s'acquitter de la TVA, les résultats obtenus sont très satisfaisants et répondent totalement aux objectifs initiaux. La communauté scientifique française est maintenant dotée d'une plateforme d'accès à plus de 21 millions de documents, sélectionnés via un processus consultatif qui a associé étroitement les scientifiques. Au-delà des acquisitions proprement dites, avec leur cortège de négociations en matière de droits concédés, de contenus et de coûts, la conduite du projet ISTEX a permis d'enrichir nos compétences en matière de construction de plateforme nationale : environnement humain, développement d'outils logiciels de fouille, d'extraction et de traitement. Nul doute que ces compétences seront très utiles dans le développement de la plateforme PANIST dédiée aux achats en cours et dans celle de futures plateformes publiques de publications scientifiques. ISTEX est également un excellent exemple d'une mutualisation bien comprise entre l'ABES, le CNRS (et en particulier l'INIST, la CPU (au travers de l'Université de Lorraine) et Couperin au service de tous. Les réflexions sont bien engagées sur la suite d'ISTEX dans le cadre du 3<sup>e</sup> Programme d'Investissements d'Avenir (PIA 3), parallèlement la consolidation juridique et économique de la plateforme et de son exploitation doit être finalisée maintenant.

L'année 2017 a vu également le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation s'engager dans la mise en place des mesures le concernant contenues dans la loi « Pour une République Numérique ». Ne revenons pas sur le coup d'arrêt porté par Conseil d'État au projet de décret sur la fouille de donnée, et souhaitons que la nouvelle directive européenne sur le droit d'auteur permette rapidement de sortir d'une situation rocambolesque au regard de ce qui se passe dans les pays voisins. En revanche le développement du plan d'accompagnement à l'édition scientifique française a donné à Couperin l'opportunité de travailler sur de nouveaux schémas de négociation, avec en ligne de mire le passage à l'accès ouvert pour plusieurs éditeurs français. De même le remplacement de la Bibliothèque Scientifique Numérique par le nouveau Conseil pour la Science Ouverte (CoSO) vise à promouvoir le passage rapide à l'accès ouvert et à travailler sur les conditions de ce passage, mais aussi à ses diverses conséquences : bibliodiversité, impact sur l'évaluation de la recherche et des chercheurs, promotions de valeurs comme l'éthique et l'intégrité, aspects techniques et financiers etc. Couperin est très présent dans l'ensemble de ces réflexions.

J'aurais pu souligner bien d'autres activités de Couperin comme le succès de la dissémination de l'application ezPAARSE, le suivi du développement d'archives institutionnelles, la conduite de près de 100 négociations en 2017 ou l'implication croissante dans des partenariats européens (openAIRE, travail d'enquête avec l'European University Association..). Le contenu de ce rapport apportera toute l'information nécessaire.

Je terminerai en remerciant vivement l'équipe permanente de Couperin qui s'installe dans ses nouveaux locaux en colocation avec RENATER, les responsables des départements, l'ensemble des négociateurs qui réalisent, toutes et tous, un travail remarquable. Merci tout particulièrement à Grégory Colcanap, coordonnateur infatigable, conseiller avisé, dont les compétences et le dévouement ont permis à Couperin d'atteindre sa maturité de structure de mutualisation.

Jean-Pierre Finance  
Président de Couperin

# Introduction

Voir les collègues des établissements membres s'investir dans les négociations et dans les groupes de travail ou être volontaires pour expérimenter dans le cadre de projets novateurs, voir le consortium aussi actif est une source de satisfaction et de motivation. Cela confirme que l'action collective portée par le consortium va au-delà des services rendus et constitue un espace professionnel d'échanges essentiel. Enfin, c'est aussi une fierté de voir tout ce travail collectif reconnu par nos collègues étrangers lors de présentations ou d'échanges.

2017 fut une année de travail intense d'instruction de dossiers, de programmation d'événements, dont une partie des réalisations s'inscrit dans le calendrier 2018.

## La Science ouverte au cœur des préoccupations

Beaucoup de dossiers instruits au cours de l'année portèrent sur l'open access et la science ouverte :

- L'organisation des septièmes journées open access qui sont devenues les journées science ouverte. Cet événement programmé tous les deux ans constitue un temps fort et riche avec de nombreux intervenants étrangers. Pour chaque édition, nous essayons d'explorer de nouvelles problématiques et d'apporter de nouveaux éclairages sur les questions essentielles, en sollicitant des collègues reconnus ou porteurs de réalisations innovantes, cela représente un travail important, que nous capitalisons grâce aux captations vidéos.
- L'activité de défense des intérêts des scientifiques dans le cadre des débats sur la future directive sur le droit d'auteur. Couperin a été notamment et à l'initiative de la prise de position sur la réforme de la directive sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique, endossée par les principaux acteurs de l'ESR en octobre 2017.
- L'élaboration des protocoles adossés aux groupements de commandes avec EDP Science et OpenEdition dans le cadre du plan de soutien à l'édition scientifique française, il s'agissait d'une part de construire un modèle d'acquisition intégrant la dimension open access et d'autre part de construire un dispositif robuste de soutien à la publication open access en SHS. Ces projets étant bien évidemment intéressants à la fois pour les établissements et pour les éditeurs, qu'ils soient publics ou privés.
- La mise au point du dispositif de recueil de l'information concernant les dépenses d'APC et l'enquête menée auprès d'une trentaine d'établissements. Ce travail est aride mais essentiel pour mieux appréhender la réalité de cette dépense avant une généralisation de la procédure de collecte de l'information en 2018.
- Couperin s'inscrit davantage dans le cadre international notamment européen, en renforçant les échanges internationaux que ce soit dans le cadre de l'ICOLC, de SELL, de l'EUA ou de relations bilatérales.
- La participation à l'élaboration de l'Appel de Jussieu pour la science ouverte et la biblio-diversité.
- La participation à la réflexion sur la création du Comité pour la Science Ouverte successeur de la Bibliothèque Scientifique Numérique.

La nomination d'un conseiller pour la Science Ouverte au sein du MESRI fut aussi le signe manifeste que la Science Ouverte était enfin devenue un sujet politique de premier plan.

## ISTEX : la concrétisation d'une ambition

L'idée du projet ISTEX est née en 2008 sous la forme d'un programme d'acquisition en licence nationale dont la spécificité était d'acquérir les contenus pour les exploiter. La notion de text and data mining n'était pas encore utilisée couramment, nous parlions alors de droit de modification, d'enrichissement, de manipulation et d'exploitation des données. Fin 2011, le projet était arrivé à maturité et déposé dans le cadre des initiatives d'excellence

financées par le premier programme d'investissements d'avenir. La suite est connue, le projet a été retenu en 2012 par le jury international et financé à hauteur de 60 millions d'euros par l'Agence nationale de la recherche. Cinq années après ce sont plus de 21 millions de documents qui sont déjà accessibles sur la plateforme ISTEEX pour un usage documentaire et pour un usage à des fins de fouille de contenus avec tout un ensemble de services facilitant les opérations de TDM.

2017 devait être la dernière année du programme ISTEEX, mais bien que l'essentiel du projet ait été réalisé en termes d'acquisition de ressources, d'ingestion de données dans la plateforme et de développement des services, le retard généré par plusieurs embuches juridiques, techniques et humaines ne permettait pas de terminer le projet dans de bonnes conditions. L'ANR dans sa grande sagesse a octroyé une année supplémentaire pour que les dernières acquisitions soient réalisées sans précipitation, pour que l'intégration d'ISTEX dans les systèmes d'informations des établissements soit pleinement déployée et enfin pour qu'un modèle économique soit élaboré et proposé aux établissements pour garantir la pérennité d'ISTEX dans le temps.

Pour les équipes Couperin directement impliquées dans le projet, ISTEEX est un creuset d'inventivité, un modèle de coopération avec nos partenaires de l'INIST-CNRS et de l'ABES.

### **Renforcer les outils de pilotage de Couperin pour proposer des outils et des services plus performants aux établissements**

Couperin a initié une réflexion sur la transformation des outils utilisés au quotidien pour accomplir ses missions. Leur mise en synergie pour construire un système d'information plus efficace pour remplir nos missions et aussi pour mieux partager cette information avec nos membres est l'objectif visé.

Couperin a aussi continué à développer avec l'INIST-CNRS les projets ezPAARSE et ezMESURE. Notre ambition est toujours la dissémination de ces services, qui sont adoptés par de plus en plus d'établissements. Ce projet est aussi une vitrine de l'excellence des services d'IST français, qui nous l'espérons sera prochainement largement diffusé dans le monde.

Cette introduction ne retrace bien évidemment pas toutes les activités de l'année et ne met l'accent que sur certains aspects, le rapport d'activité vous apportera beaucoup d'autres informations.

Je remercie tous les collègues qui s'investissent dans le consortium à tous les niveaux, en prenant des responsabilités de département, de pôles ou d'animation des groupes de travail, en portant des négociations ou en organisant différentes manifestations. Je salue particulièrement le travail des responsables élus des départements Sandrine Malotaux et Françoise Rousseau et de notre trésorier Jean-Jacques Flahaut, qui s'investissent sans compter et dont la charge de travail est particulièrement lourde.

Grégory Colcanap

Coordonnateur du consortium Couperin

# Organisation du consortium

## Gouvernance

Le Consortium unifié des établissements universitaires et de recherche pour l'accès aux publications numériques (Consortium Couperin) est un consortium servant de réseau de négociation des ressources documentaires électroniques de l'enseignement supérieur et de la recherche en France et d'expertise en Information Scientifique et Technique. Les instances de gouvernance de Couperin sont le Conseil d'Administration (21 membres élus) et le bureau professionnel (11 membres élus + président + trésorier) auquel est relié deux départements, le département Négociations Documentaires et le département Services et Prospective.

**250** ETABLISSEMENTS MEMBRES  
109 Universités et assimilés, 83 grandes écoles,  
26 organismes de recherche, 4 bibliothèques avec personnalité morale  
et 28 autres établissements.

Elisent

Elisent

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### Président du consortium :

→ Jean-Pierre Finance

#### Collège A - Université

→ Jean-François Balaudé, *Univ Paris Ouest Nanterre La Défense*

→ Patrick Curmi, *Univ Evry Val d'Essonne*

→ Lise Dumasy, *Univ Grenoble Alpes*

→ Pierre Mutzenhardt, *Univ Lorraine*

→ Gilles Roussel, *Univ Paris Est Marne la vallée*

→ Olivier Simonin, *INP Toulouse*

#### Collège B - Organismes

→ Marie-Claire Coët, *ONERA*

→ Thierry Damerval, *INSERM*

→ Alix de La Coste, *CEA*

→ Renaud Fabre, *CNRS*

→ Odile Hologne, *INRA*

→ Emmanuelle Jannès-Ober, *IRSTEA*

#### Collège C - Ecoles

→ Marc Bonneau, *École nationale supérieure de technologie des biomolécules de Bordeaux (CDEFI)*

→ M'hamed Drissi, *INSA Rennes (CGE)*

→ Loïck Roche, *Grenoble Ecole de Management (CGE)*

#### Collège D - Bibliothèques

→ Denis Bruckmann, *Bibliothèque nationale de France*

#### Collège E - Autres

→ Frédéric Riondet, *Hospices civils de Lyon*

#### Personnalités qualifiées

→ Pierre Carbone, *Inspection Générale des Bibliothèques*

→ Jean-Pierre Finance, *Univ Lorraine*

→ Bernard Rentier, *Univ Liège*

#### Trésorier

→ Jean-Jacques Flahaut, *ESPE Lille Nord de France*

#### Membres de droit avec voix consultative

→ Sophie Mazens, *DISTRD-MENESR*

→ Grégory Colcanap, *Coordinateur*

→ Sandrine Malotiaux, *Dept Négociations documentaires*

→ Françoise Rousseau-Hans, *Dept Services & prospective*

### BUREAU PROFESSIONNEL

#### Coordinateur du bureau :

→ Grégory Colcanap, *Univ Evry Val d'Essonne*

#### Responsables des départements :

→ Sandrine Malotiaux, *INP Toulouse*

→ Françoise Rousseau-Hans, *CEA*

#### Autres élus :

→ Alain Colas, *BNU Strasbourg*

→ Christine Ollendorff, *ENSAM*

→ Emilie Barthet, *Univ Lyon 3*

→ Christine Weil-Miko, *CNRS*

→ Sébastien Respingue-Perrin, *Univ Evry Val d'Essonne*

→ Adeline Rege, *Univ Strasbourg*

→ Anne Pasquignon, *BNF*

→ Monique Joly, *INSA Lyon*

#### Membres de droit :

→ Jean-Pierre Finance, *Président de Couperin*

→ Sylvie Chevillotte, *Responsable du Pôle SJP, BIU Cujas*

→ Guy Cobolet et Emeline Dalsorg, *Responsables du pôle SVS, BIU Santé Paris*

→ André Lohisse, *Responsable du pôle SEG, Université Paris Dauphine*

→ Cécile Demeude, *Responsable du pôle SHS, Université Cergy-Pontoise*

→ Elise Girold, *Responsable du pôle SHS, BNU Strasbourg*

→ Martine Coppet, *Responsable du pôle STP, ENS Paris Saclay*

→ Thomas Jouneau, *Animateur du groupe GT1, Université de Lorraine*

→ André Dazy, *Coordinateur du département "Services et Prospective"*

→ Jérôme Kalfon, *Coordinateur du département "Négociations Documentaires"*



## /// Fonctionnement des départements

Le fonctionnement repose sur une forte mobilisation et un investissement important des membres volontaires et de 6 collaborateurs permanents au sein des pôles de négociations et des groupes de travail, au sein des deux départements. Des projets sont également menés par Couperin, en collaboration avec des partenaires nationaux.

### Département Négociations Documentaires (DND)

Le DND définit et coordonne l'action des négociateurs, tous issus des établissements membres ; il veille à la collecte et à l'enrichissement des données relatives à ces négociations, à l'usage et au coût des ressources électroniques, et les diffuse auprès des membres de l'association. Il est partenaire du projet ISTEEX. Les négociateurs sont répartis au sein de 6 pôles thématiques.

#### Responsable :

- Sandrine Malotau,  
INP Toulouse

#### Coordinateur : Jérôme Kalfon

#### Collaborateurs Couperin

- Vincent Harnais,
- Valérie Larroque,
- Anne-Sophie Tagliavini
- Laetitia Moya



#### • GCO - Grands comptes

- *Chef de pôle* : Christine Weil-Miko, CNRS
- 10 négociateurs

#### LSH - Lettres et sciences humaines

- *Chef de pôle* : Cécile Demeude, Université Cergy-Pontoise et Elise Girold, BNU Strasbourg
- 34 négociateurs

#### SEG - Sciences économiques et gestion

- *Chef de pôle* : André Lohisse, Université Paris Dauphine
- 16 négociateurs

#### SJP - Sciences juridiques et politiques

- *Chef de pôle* : Sylvie Chevillotte, BIU Cujas
- 9 négociateurs

#### STP - Sciences, techniques

- *Chef de pôle* : Martine Coppet, ENS Paris-Saclay
- 32 négociateurs

#### SVS - Sciences de la vie et santé

- *Chef de pôle* : Guy Cobolet et Emeline Dalsorg - BIU Santé Paris
- 25 négociateurs

### Département Services et Prospectives (DS&P)

Le DS&P est chargé de mettre en place des services aux utilisateurs et anime un réseau d'expertise sur les questions d'IST. Il vise à mutualiser les expériences et les projets. Il est porteur ou partenaire des projets MESURE, ezParse, ezMeasure, OpenAire

#### Responsable :

- Françoise Rousseau-Hans, CEA

#### Coordinateur Couperin :

- André Dazy

#### Collaborateurs Couperin

- Thomas Porquet,
- Yannick Schurter

#### Ceb - Cellule e-Book

- *Animateur* : Sébastien Respingue-Perrin, Univ Evry Val d'Essonne
- Environ 25 membres

#### GTAO – GT Accès ouvert

- *Animatrice* : Christine Ollendorff, ENSAM
- Environ 88 membres

#### GTI-GT indicateurs

- *Animateurs* : Thomas Jouneau, Université Paris Dauphine et Didier Gazeau, CEA
- Environ 45 membres

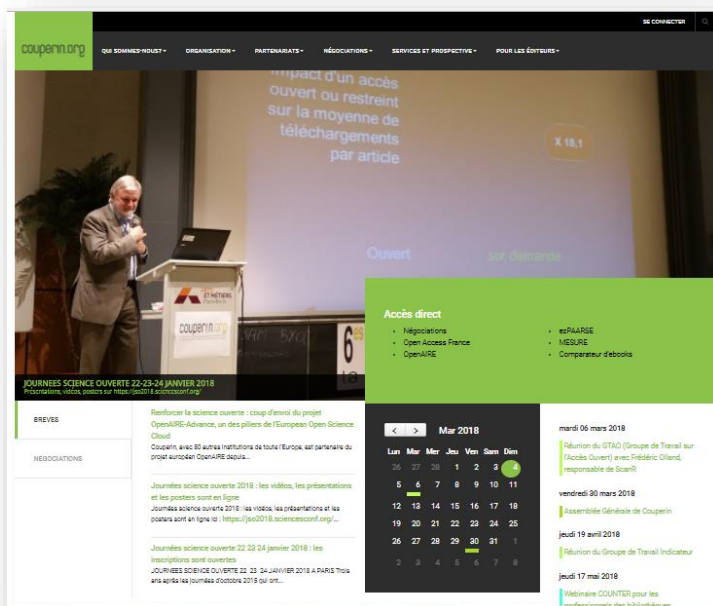


**EZMESURE**  
ANIMÉES COMPTÉES • FULLTEXT • HIGHLIGHTS



## Communication

### • Un nouveau site web en 2017



Le site Couperin.org

Après une année d'élaboration, le nouveau site Couperin a été inauguré en mai 2017 avec une nouvelle navigation plus ergonomique et une maquette rajeunie. Le Site Web « [www.couperin.org](http://www.couperin.org) » présente :

- les activités de Couperin en mode anonyme
- les résultats des négociations et des outils mis à disposition des membres en mode authentifié

Une barre de menus à trois niveaux depuis la page d'entrée rend l'architecture du site plus lisible ; un nouveau pavé central renvoie aux ressources les plus utilisées. Ce nouveau site s'accompagnera d'une réflexion plus en profondeur sur un nouveau système d'information pour le consortium tout entier qui devra prévoir une interopérabilité entre les différents systèmes déjà existants qui gèrent les négociations et la vie du consortium.

### • Activité des listes

En plus du site web, la communication du consortium vers ses membres est complétée par des listes de diffusion vers les présidences des établissements, pour les responsables des ressources numériques, pour les membres des groupes de travail... Vingt-deux listes de diffusion sont ainsi gérées par les départements des négociations documentaires (DND) et services et prospective (DSP). Le tableau ci-dessous indique les nombres de messages diffusés par Couperin en 2017 sur les principales d'entre elles. Ces listes sont autant de lieux d'échange entre les différents groupes de travail coordonnés par Couperin et servent aussi à diffuser les communiqués, rapports, points de vue, prises de position de Couperin.

Liste	Nombre d'abonnés	Nombre de messages diffusés en 2017	Commentaires
<b>GTAO</b>	88	54	Liste du groupe de travail sur l'open access
<b>ACHATS</b>	501	396 (+ ~100 rejetés)	Liste modérée de diffusion d'informations sur l'état d'avancement des négociations et de communication des offres tarifaires. Elle est réservée aux correspondants documentation électronique des établissements membres.
<b>BUREAU COUPERIN</b>	27	187	Liste de diffusion et de discussion du bureau professionnel de Couperin
<b>CEB</b>	29	157	Liste de discussion de la cellule ebooks
<b>DIRECTION</b>	277	57	Destinée aux directeurs de bibliothèques et de centre de documentation, cette liste permet de joindre directement les directeurs pour des messages ciblés à dimension politique stratégique, ainsi que leur convocation aux assemblées générales
<b>PRESIDENCE</b>	406	9	Destinée aux présidents et directeurs des établissements adhérents de Couperin, cette liste permet de leur adresser des messages à portée politique et de les inviter aux assemblées générales
<b>GTI</b>	45	96	Liste du groupe de travail sur les indicateurs
<b>NEGOCIATEURS</b>	132	24	Liste de discussion des négociateurs de Couperin.
<b>AGORA</b>	630	91	Liste de discussion des membres du consortium
<b>INFORMATIONS</b>	850	26	Liste d'information généraliste du consortium Couperin. Ouverte à tous



## NEGOCIER LES RESSOURCES DOCUMENTAIRES

Concernant le département des négociations, l'année 2017 a été marquée principalement par un surcroît d'activité dû à l'impact des négociations liées au plan de soutien à l'édition française, au lancement de projets supplémentaires (étude APC), aux négociations ISTEEX et à la gestion du troisième appel à propositions ISTEEX et à plusieurs négociations complexes.

# 🌀 Département des négociations documentaires

## /// Activité du Département

Les négociations documentaires sont menées dans le cadre du Département des négociations documentaires (DND). L'organisation se fonde sur l'implication de son responsable, des six responsables de pôles thématiques qui font partie de la centaine de négociateurs volontaires des établissements membres. Deux agents permanents assistent les négociateurs et deux autres sont affectés au projet ISTEEX.

Le département des négociations documentaires (DND) suit les négociations pour l'année suivante en relation avec les responsables de pôles thématiques, soutient l'action des négociateurs avec la production d'analyses, d'outils et de documents, les conseille et assure la formation des nouveaux. Il informe les établissements membres notamment par la production et l'analyse de données sur la dépense et l'usage des ressources électroniques (Enquête sur les ressources électroniques, rapport statistiques et portail Mesure). Le département participe aux projets nationaux : ISTEEX, plan de soutien à l'édition française, centrale d'achat du CNRS pour les outils de référencement bibliographique.

### • Les six pôles thématiques

- GCO - Grands comptes
- LSH - Lettres et sciences humaines
- SEG - Sciences économiques et gestion
- SJP - Sciences juridiques et politiques
- STP - Sciences, techniques et pluridisciplinaire
- SVS - Sciences de la vie et santé

### • Personnel permanent

Effectifs DND	postes	ETP 2017	
<b>Conservateur titulaire</b>	1	0,4	Poste vacant durant le 1 <sup>er</sup> semestre 2017
<b>Bibas titulaire</b>	1	0,9	10 % pour les statistiques
<b>Bibas en CDD</b>	0,25	0,25	CDD 3 mois
Effectifs DND-ISTEEX	postes	ETP 2016	
<b>IGE en CDI</b>	2	1,8	
<b>TOTAL</b>	<b>4.25</b>	<b>3.35</b>	

- Nombre de négociateurs par pôles

Le nombre de négociateurs est demeuré relativement stable, autour de la centaine.

	Nombre de négociateurs	Nombre de ressources négociées en 2017
<b>Grands comptes</b>	10	6
<b>Lettres et Sciences humaines</b>	34	43
<b>Sciences de la Vie et Santé</b>	25	27
<b>Sciences et Techniques</b>	32	31
<b>Sciences Juridiques et Politiques</b>	9	12
<b>Sciences économiques et Gestion</b>	16	16

En moyenne un négociateur suit 2,2 ressources, certaines ressources sont suivies par un seul négociateur, mais certaines ressources des grands comptes peuvent rassembler plus de cinq négociateurs. Un même négociateur peut être rattaché à plusieurs pôles. Le renouvellement annuel est inférieur à 10%.

## /// Bilan global des négociations 2017 pour 2018

- Etat des négociations : résultats par pôles

Etat des négociations 2017 pour 2018							
	SVS	LSH	SEG	GCO	STP	SJP	Total
<b>En cours</b>	7	1	0	1	1	0	10
<b>Non abouties</b>	1	3	6	1	6	1	18
<b>Pluriannuelles en cours</b>	3	2	2	4	12	4	27
<b>Conclues</b>	17	38	8	0	13	6	82
<b>Total</b>	<b>28</b>	<b>44</b>	<b>16</b>	<b>6</b>	<b>32</b>	<b>11</b>	<b>137</b>
<b>dont nouvelles</b>	0	1	3	0	1	1	6
<b>Non reconduites</b>	1	1	4	0	2	0	8

- Evolution tarifaire moyenne par pôle (accords signés Couperin.org)

Taux d'évolution des négociations 2017/2018							
	SVS	LSH	SEG	GCO	STP	SJP	Total
Evolution tarifaire moyenne	1,74 %	1,81 %	1,54 %	2,13 %	1,52%	1,22%	1,46 %
Fourchette	De -4,40 % à 11 %	De -11 % à 5 %	De 0 % à 5 %	De 1,5 % à 3,5 %	De -5 % à 6 %	De 0 % à 2 %	
Nombre de négociations < 0%	1	1	0	0	2	0	4
0%	6	13	3	0	5	2	33
entre +0 et 2% inclus	8	8	4	3	10	8	41
entre +2% et 4% inclus	2	12	2	1	5	0	22
>4%	3	6	1	0	3	0	13

## Faits marquants 2017

L'année 2017 est marquée par un surcroît d'activité au DND, dû à l'impact des négociations liées au plan de soutien à l'édition française, au lancement de projets supplémentaires (étude APC), aux négociations ISTEEX et à la gestion du troisième appel à propositions ISTEEX, à plusieurs négociations complexes, au temps important consacré à la consolidation des données ERE, dans un contexte RH difficile en raison de la vacance du poste de coordonnateur jusqu'en juillet 2017 puis la formation du nouvel arrivant. Dans ce contexte il faut souligner l'aide précieuse de Martine Coppet, qui bien qu'ayant quitté Couperin au 1<sup>er</sup> janvier a continué à gérer certains dossiers du DND en plus de ses nouvelles fonctions.

Les attentes des membres de Couperin en terme de tarif et de services conduisent à des exigences plus fortes vis-à-vis des éditeurs, exigences parfois mal comprises, ou pas assez rapidement, d'où encore cette année des négociations parfois tendues, dont certaines se sont poursuivies en 2018, et l'une n'est pas encore achevée.

L'évolution globale des tarifs s'est ralentie, l'augmentation tarifaire reste la norme, même si la tendance reste à la modération. La tendance cache en réalité une diversité de pratiques, allant de l'éditeur qui pratique l'approche traditionnelle de hausse tarifaire avec parfois remise en cause de certains acquis (Taylor & Francis, Nature) à celui qui change radicalement de politique et propose une baisse tarifaire (AAAS pour Science).

Pour la première fois cette année, le développement de la publication open access en mode auteur-payeur dans les revues hybrides est intégré dans la stratégie de négociation du DND. Cela concerne pour l'instant le seul éditeur SpringerNature et uniquement pour les revues Springer, car il s'agit pour l'instant de l'éditeur le plus concerné par les accords de conversion à l'open access existant à l'étranger. Le DND s'est livré à une évaluation précise de l'usage des revues et du nombre d'articles en open access dans les revues Springer sous abonnement et de son évolution sur les 4 années passées. Cette part représente 3.5 % des contenus en 2014, et 8 % en 2017. Des études comparables sont menées en 2018 concernant d'autres éditeurs.

Un autre événement marquant est la négociation avec Taylor & Francis. Le développement des articles en open access a été également mesuré pour cet éditeur, il n'est pas encore significatif en 2017. En revanche, le point bloquant a résidé dans le changement de politique concernant les archives accessibles via l'abonnement, et le remplacement d'un accès à toute l'antériorité à partir d'une date donnée immuable par un accès à une « antériorité glissante » de 20 années. Couperin a refusé de valider cette approche, tout comme le faisait en même temps un autre consortium européen. Ce refus de deux grands pays a conduit à un changement général de la politique de l'éditeur.

La négociation des accords de licence nationale avec EDP Sciences, OpenEdition et CAIRN, pour lesquelles le MESRI a mandaté le consortium, a été une expérience enrichissante dont les succès ont été divers. La latitude laissée aux négociateurs concernant EDP Sciences et Open Edition a permis d'aboutir à des accords pondérés, profitables aussi bien à l'éditeur concerné qu'aux membres de Couperin et à leurs communautés de recherche, alors que les résultats ne sont pas au rendez-vous concernant CAIRN – en raison du peu de latitude laissée aux négociateurs et des nombreuses interférences dans la négociation, qui ne se faisaient pas au bénéfice des établissements.

Année	Variation tarifaire moyenne
2015	1,81 %
2016	1,90 %
2017	2,07 %
2018	1,46 %

# Implication de Couperin.org à l'international

## Reconnaissance du consortium à l'international

L'implication du DND à l'international s'intensifie : Couperin.org devient incontournable dans le paysage européen et international, son expertise est sollicitée à différents niveaux. Le consortium étant désormais reconnu et influent en Europe, le DND s'est particulièrement attaché cette année à investir le champ des relations avec l'Amérique du Nord, tout en consolidant ses liens avec les pays du sud de l'Europe (SELL), et ceux du Nord (Royaume-Uni, Danemark, Allemagne, Norvège)

## Participation à différentes manifestations

- **Congrès de SELL, Portugal, mai 2017**

Comme chaque année, le DND a participé au congrès de SELL, tenu au Portugal en mai 2017, durant lequel il a présenté le « State report France ». L'open access et les accords de conversion qui se développent dans les pays du Nord ont été au centre des discussions. Une étude d'impact a été initiée lors de ce congrès ; son achèvement a été confié à Couperin.org.

- **Congrès annuel ICOLC, Prague, octobre 2017**

Couperin.org a participé au congrès annuel ICOLC, organisé à Prague en octobre 2017. Le DND a assuré deux interventions, l'une concernant l'accord national EDP Sciences, l'autre étant une restitution de l'étude d'impact des modèles de conversion open access sur les pays membres de SELL réalisée par Couperin. Le département des services et prospectives a fait une intervention remarquée sur ezMESURE et ezPAARSE (Thomas Porquet).

En octobre 2017, Couperin.org a été intégré au sein du comité exécutif de l'ICOLC, composé de 8 membres dont 2 européens : cette nouvelle responsabilité assure une visibilité du consortium sur le continent américain.

- **Collaboration avec l'EUA (European University Association)**

Après avoir collaboré en 2016 à la préparation de l'enquête menée par l'EUA (European University Association) en 2017 sur les big deals d'abonnement dans les pays de l'UE, le DND et le coordonnateur du consortium ont participé à deux réunions au siège de l'EUA à Bruxelles, consacrées à la présentation des résultats de l'enquête et au lancement d'une enquête amendée.

## Collaboration et relations bilatérales

En 2017, plusieurs échanges ont été organisés avec des consortiums étrangers :

- En septembre 2017 le DND a reçu le consortium danois DEFF pur une journée de travail et d'échange d'informations
- En décembre 2017, le DND a invité le consortium de Californie SCELc à la journée des négociateurs
- En décembre 2017, le DND a été convié à la réunion des consortiums espagnols organisée à Barcelone par le consortium catalan ; le DND y a à nouveau présenté la restitution de l'étude d'impact des modèles de conversion open access sur les pays du sud de l'Europe.
- Le DND a également organisé une rencontre avec les consortiums norvégiens et allemands, qui s'est finalement tenue à Paris début 2018.
- Les échanges avec JISC collection (Royaume-Uni) restent constants au cours des négociations. Des échanges fréquents (rendez-vous téléphoniques) ont également désormais lieu avec DEAL (Allemagne).

QUELQUES PARTENAIRES INTERNATIONAUX
 <b>ICOLC</b> International Coalition of Library Consortia
<p>La Coalition internationale des consortiums de bibliothèque (ICOLC) est un groupe informel comprenant actuellement environ 200 consortiums académiques du monde entier. L'ICOLC organise deux fois par an des conférences d'échanges, une en Europe et une hors Europe</p>
<b>SELL</b>
<p>SELL (Southern European Libraries Link), coalition des consortiums du Portugal, Espagne, France, Italie, Grèce et Turquie.</p>

<p>SCELc (Statewide California Electronic Library Consortium), consortium des universités privées de Californie, s'étendant désormais au-delà du seul état de Californie. 112 membres et 220 affiliés</p>

<p>Consorci de serveis universitaris de Catalunya, avec lequel le DND entretient une relation ancienne et solide</p>

## Bilan des pôles de négociations

### Pôle grands Comptes – GCO

L'activité du pôle Grands comptes a été dominée par la négociation Springer et la préparation de la négociation Elsevier 2019.

- **Négociation Springer :**

Les négociateurs Couperin sont mandatés par le conseil d'Administration pour négocier un accord proposant une « compensation des APC déboursés venant en réduction du montant des abonnements en année n+1 ». Le pôle GCO a mis en place un groupe de négociateurs pour le renouvellement du contrat avec l'éditeur Springer épaulé d'un comité technique constitué de scientifiques. La proposition souhaitée par le CA Couperin n'a pas rencontré les objectifs de l'éditeur dont l'offre finale demeure un abonnement classique avec une augmentation de coût. Couperin juge qu'un abonnement traditionnel doit être accompagné d'une baisse tarifaire, sur le constat de la hausse des contenus en open access publiés dans les revues hybrides objet du contrat, pour atteindre 8% en 2017.

Comme dans de nombreux pays européens, le contrat n'est actuellement pas finalisé et cette position de force est soutenue en France par l'ensemble des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche.

- **Préparation de la négociation Elsevier :**

Le pôle GCO a entamé des études pour établir un bilan du premier accord en licence nationale avec l'éditeur Elsevier pour la *Freedom collection*, dont le terme est fin 2018. Les orientations de la future négociation doivent tenir compte de différents facteurs :

- Bilan des usages
- Evolution des besoins
- Perspectives internationales
- Moyens alternatifs d'accéder à l'information courante et aux archives

Ces premiers éléments ont été présentés aux établissements lors d'une assemblée générale en novembre 2017 et seront complétés par des statistiques approfondies et une enquête auprès des membres Couperin.org.

### Pôle « Lettres et Sciences Humaines » - LSH

- **Bilan général**

Ce qui ressort globalement de l'activité du pôle LSH en 2017, c'est un affermissement de la politique de négociation.

Dans l'ensemble, les chefs de pôle ont été très sollicités et beaucoup de temps a été consacré à la relecture des licences. Parmi les points sur lesquels s'est portée notre attention, la nécessité d'inclure la question de la juridiction compétente a été en général soulevée par les négociateurs auprès des éditeurs et souvent résolue dans le bon sens du droit.

Le suivi du calendrier idéal a été bousculé à plusieurs reprises. La perte de maîtrise de ce calendrier a induit beaucoup d'échanges en fin d'année, des reprises de négociations in extremis, des validations tardives, des négociations refusées (ebooks et BDD De Gruyter, revues Oxford).

La question de la propriété des archives reste souvent un aspect reporté à la négociation 2019

- Quelques difficultés pour aboutir

Une aide ponctuelle aux négociateurs a été parfois nécessaire avec la participation des chefs de pôle et du DND pour leur permettre d'aboutir à un résultat raisonnable et équilibré pour les deux parties : Encyclopaedia Universalis, Taylor & Francis par exemple. Cette dernière était en situation d'échec fin 2017 tant le désaccord avec l'éditeur est important. Elle s'est poursuivie en 2018.

- Quelques faits marquants

Le point fort de l'année a été le lien entre négociation et plan de soutien à l'édition scientifique française, en particulier avec *OpenEdition journals*. La notion de participation au soutien du libre accès a également trouvé son écho dans la négociation Erudit. Nous avons noté la difficulté de mettre en place un modèle partenarial en-dehors d'un groupement d'achat. Néanmoins, la participation des établissements sur ces ressources en LSH est honorable, même s'il reste une marge de motivation à activer en 2018. Les tendances futures

- Les tendances futures

La feuille de route des négociateurs en 2018 devrait s'accompagner de plusieurs bilans chiffrés (cartographie des abonnements, FTE, données d'usage) pour renforcer leur connaissance du terrain sur lequel ils vont négocier.

La question de la propriété des archives reste souvent un aspect reporté à la négociation 2019. Nous ne pouvons que recommander d'inverser les points de la négociation pour aborder la politique tarifaire sur une base administrative affermie.

## /// Pôle « Sciences économiques et gestion »-SEG

- Bilan général

Huit négociateurs provenant d'établissements universitaires et de grandes écoles de management se sont partagé les 14 négociations du pôle « Sciences économiques et gestion » coordonnées par le SCD de l'université Paris-Dauphine pour le consortium Couperin.

Ces négociations ont abouti à la diffusion d'une offre pour 9 d'entre elles, la moyenne des augmentations étant légèrement inférieure à 2% par an (hausse de 0 à 5%). La hausse tarifaire hors normes de 5 % constatée pour l'offre Cyberlibris survient toutefois après 5 années de stabilité tarifaire.

- Difficultés rencontrées

Comme en 2016, il faut constater que les efforts conséquents des négociateurs ne rencontrent pas toujours d'écho chez les fournisseurs potentiels, soit que ceux-ci ne répondent pas aux critères tarifaires requis, soit qu'ils ne souhaitent pas proposer d'offre dans le cadre du Consortium (Newstank, Xerfi).

Les discussions tarifaires sont âpres et complexes en raison de l'hétérogénéité des établissements concernés (universités, écoles de gestion, ou regroupements d'établissements). Avec 5 négociations non abouties, le bilan de diffusion des offres est donc mitigé.

- Les tendances futures

La tendance des établissements à se recentrer sur l'essentiel, probablement pour des raisons budgétaires, se confirme également : c'est le cas pour les études sectorielles notamment, qui ne suscitent pas l'intérêt attendu des établissements, y compris dans le domaine francophone.



## /// Pôles « Sciences juridiques et politiques »-SJP

- **Bilan général**

L'équipe de négociateurs s'est élargie en 2017, avec 2 nouvelles négociatrices, tandis qu'un négociateur se retirait en toute fin d'année. Il y avait donc 7 négociatrices au 31 décembre 2017 dans le pôle SJP. Le nombre de ressources négociées a légèrement augmenté avec l'ajout de la base Stradalex Europe.

- **Des difficultés persistantes en termes de statistiques et d'interopérabilité**

Une des constantes du pôle, malgré des demandes et explications réitérées, reste la difficulté à obtenir des statistiques exploitables de la part des éditeurs. De même, la compatibilité avec Zotero ou les outils de découverte reste très minoritaire.

- **Pas de nouveaux groupements de commandes pour 2018**

Cependant, 2017 était une année sans négociation de groupement de commandes (4 groupements dont 2 couvrant 2016-2018 et 2, 2017-2019). Les négociateurs ont cependant un rendez-vous annuel avec les éditeurs de groupements tous les ans et se font le relai de nombreuses demandes des membres concernant les abonnements.

- **Des tendances stables**

D'un point de vue budgétaire, et sauf exceptions, les éditeurs de ce domaine contiennent globalement les augmentations.

## /// Pôles « Sciences et Techniques » - ST

- **Bilan général**

Pour le pôle Sciences et Techniques, 35 ressources ont été négociées ou suivies et mises à jour (par exemple pour les accords pluriannuels). 12 concernent des bouquets de périodiques, 9 des bouquets de livres électroniques et 14 des bases de données.

- **Quelques offres non validées**

Six négociations n'ont pas abouti. Les raisons sont variées : l'éditeur ne souhaite pas changer un modèle tarifaire devenu obsolète (ZentralBlatt) ; l'éditeur souhaite adapter son modèle tarifaire mais peine à le définir dans les délais de négociation (Wiley – Ebooks) ; le taux d'augmentation est inacceptable (Springer LNM). La négociation IEEE n'a toujours pas abouti car la ressource, bien qu'essentielle, reste beaucoup trop chère pour la majorité des établissements français.

La plupart des négociations pour les ressources en mathématiques restent à nouveau infructueuses, notamment celles éditées par Springer (ZentralBlatt, LNM) avec lequel il devient de plus en plus difficile de dialoguer. En revanche, le RNBM a renouvelé l'accord pour les revues de l'EMS (European Mathematical Society), couplé avec le package de la MSP, revues dont l'accès est ouvert à toute la communauté des chercheurs et pas seulement celles des mathématiciens.

- **Quelques faits marquants**

Cependant parmi les négociations conclues, il faut plus particulièrement souligner celle de Science, qui a enfin abouti grâce à la persévérance des négociatrices, après plusieurs années d'échecs successifs. Le surcoût pour les établissements multi-sites a été abandonné ; un accord triennal avec un taux d'augmentation contenu a été validé et fait même l'objet d'un nouveau groupement de commande (2018-2020) porté par l'université Lyon 1.

Malgré de multiples échanges pour clarifier quelques points de la licence, il faut relever un changement notable dans les relations avec l'APS. Comparé au précédent accord obtenu

Tendance grandissante des établissements à se recentrer sur l'essentiel

après un blocage de plusieurs mois, l'éditeur s'est montré à l'écoute et a assez vite répondu favorablement aux demandes des négociateurs. Bien que dépassant les préconisations du consortium, l'augmentation annuelle du contrat est très inférieure à celle des années passées.

- **Les tendances futures**

Quatre groupements de commande (sur les 9 du pôle) dont la négociation avait commencé dès 2016 ont été finalisés début 2017 : AIP, APS, RSC, OSA. Outre des durées de mise en place administrative qui peuvent être longues, les points qui ont retardé ces négociations (parfois jusqu'en mai) concernent les licences (RSC) et/ou le versement pérenne des archives des années sous abonnement (AIP). Il conviendrait à l'avenir, si l'on anticipe une négociation complexe, de revoir le calendrier et démarrer les négociations encore plus en amont.

## Pôle « Sciences de la vie et de la santé »-SVS

- **Bilan général**

Le nombre de négociations du pôle SVS est resté stable cette année : 28 ressources ont été négociées pour l'année 2018. Toutes les négociations ont été conclues, sauf trois : Annual Reviews, Adis (SpringerNature) et la Bibliothèque Médicale Française BMF (Elsevier Masson). Une enquête d'intention lancée pour un site d'entraînement au concours des ECN (« Epreuves classantes nationales » de médecine) n'a pas abouti faute d'établissements intéressés. Deux départs dans l'équipe des négociateurs sont annoncés pour les futures négociations 2019.

Le calendrier de négociation a été plutôt bien respecté, la majorité des offres ayant été validées avant la fin de l'année 2017.

- **Quelques difficultés rencontrées**

Le retard dans certaines négociations est dû à plusieurs facteurs : prétentions tarifaires trop importantes (Annual Reviews ou JAMA), difficultés à obtenir les documents contractuels, finalisation tardive du contenu de l'offre (BMF). Les négociations tarifaires sont plus difficiles. Même si un certain nombre d'éditeurs poursuivent leur politique d'inflation nulle, d'autres imposent des augmentations qu'il est difficile de faire baisser. Certains éditeurs attendent de Couperin une garantie de leur chiffre d'affaires.

La grande majorité des offres se situe malgré tout dans les limites recommandées par Couperin avec quelques pointes au-dessus de 5%.

- **Quelques faits marquants**

Cette année, plusieurs sociétés savantes américaines (PNAS, NEJM, AMA) ont choisi de confier leur représentation commerciale en France à une même société : Accucoms. Cette dernière, présente sur le secteur depuis plusieurs années, suscite des interrogations : jusqu'à quel point représente-t-elle la volonté des éditeurs ? Les offres présentées semblaient déconnectées de l'évolution des tarifs éditeurs. Tel était le cas de la première offre JAMA, qui présentait une augmentation supérieure à celle du tarif catalogue de l'éditeur. Pour le PNAS et le NEJM, le contact direct avec l'éditeur a permis de faire évoluer les offres.

- **Les tendances futures**

L'offre pour les CHU/CH commence timidement à s'étoffer, mais reste encore trop limitée. Le paysage des hôpitaux évolue et le rassemblement en groupements hospitaliers de territoire changera sans doute les offres CHU.

Pour les négociations 2019, une attention particulière devra être portée sur la négociation des revues Nature ainsi que sur la politique éditoriale et commerciale d'Elsevier-Masson, qui reste confuse. La collection BMF s'appauvrit et son avenir semble incertain, ce qui conduit à s'interroger sur une stratégie qui conduirait à les intégrer la négociation nationale Elsevier.

## 🌀 Soutien aux négociateurs

Chaque année, le département des négociations organise au cours de l'année des événements pour soutenir et coordonner le travail des négociateurs et permettre l'échange d'expériences : formation, journées annuelles des négociateurs et des pôles de négociations, groupes de travail ...

### 🚩 Journées des négociateurs - 4 et 5 décembre 2017

Le rendez-vous annuel des négociateurs s'est tenu sur deux jours à l'auditorium de la Bulac. Il a réuni environ 80 personnes. Le 4 décembre, la matinée a été consacrée à la présentation de l'activité 2017 du Département des négociations documentaires. Par la même occasion Jérôme Kalfon, nouveau coordonnateur du Département, a présenté une réflexion sur les besoins d'évolution des outils internes afin d'améliorer le pilotage et le suivi des négociations.

Sandrine Malotaux, responsable du DND, a présenté les perspectives de négociation en 2018, les résultats du travail d'évaluation du coût des APC en France, ainsi qu'un bilan du congrès de l'ICOLC (Prague - octobre 2017) marqué par l'impact du libre accès sur les négociations courantes.

L'après-midi a été consacrée à l'intervention de Rick Burke, Directeur exécutif du Statewide California Electronic Library Consortium (SCELC), qui a dressé un panorama très complet des consortiums aux Etats Unis et les diverses approches et stratégies concernant le libre accès et en Europe et aux Etats-Unis.

La journée des négociateurs s'est poursuivie par deux manifestations satellites le mardi 5 décembre.



*Journée des négociateurs: Rick Burke échange sur les négociations en Californie*

La matinée consacrée aux ebooks a réuni plus de 50 négociateurs, membres de la cellule ebooks et autres personnes intéressées par le sujet. Elle a été l'occasion de témoignages et d'échanges basés sur des exemples concrets (Notobib, Universalis et Cairn avec Florence Barré, l'évolution de l'offre d'Ebsco et l'émergence de GoBi avec Odile Richaud) sur la spécificité de la négociation de ces ressources leurs difficultés, réussites et perspectives d'amélioration.

Un point sur la spécificité des statistiques pour le livre électronique et leur refonte dans le cadre de COUNTER 5 été présenté par Thomas Porquet. Sébastien Respingue-Perrin a poursuivi par une présentation sur la plateforme PNB à destination de l'ESR, puis un échange concernant l'archivage des ebooks achetés (clauses d'archivages dans les licences, modalités pratiques et juridiques d'archivage, conditions et coûts) ainsi que sur les perspectives de relecture et actualisation des « 10 commandements à l'éditeur d'ebooks ».

L'après-midi a été consacrée à la question du régime de TVA applicable aux acquisitions de ressources numériques négociées par le Consortium. Si certains éditeurs, notamment d'ebooks, appliquent dans la plupart des cas le taux approprié, il n'en est pas de même en ce qui concerne les périodiques.

L'objectif de cette rencontre était double :

- disposer d'éléments pour mieux comprendre le régime de TVA applicable à nos acquisitions, dans la perspective de pouvoir demander à nos fournisseurs, sur des bases étayées, d'appliquer le taux approprié.
- pour les produits étrangers, mieux connaître l'évolution des règles relatives au numérique (TVA du pays consommateur, établissements assujettis, non assujettis, mixtes) afin de réduire les risques pour les établissements d'une méconnaissance ou mauvaise application des nouvelles règles en vigueur

Dans cette perspective, Couperin.org a fait appel à l'expertise de M<sup>e</sup> Courdec de Béchade du Cabinet FIDAL, qui a présenté les conclusions d'une étude sur le sujet. Cette rencontre, à laquelle ont participé des représentants des associations professionnelles des DGS des universités (ADGS), des agents comptables des universités (AACU), des directeurs de bibliothèques (ADBU), ainsi que du réseau CAREL, a été l'occasion de riches échanges.

## /// Journée de formation du 10 mars 2017

Sur un format d'une journée, ce séminaire a été l'occasion d'échanges avec 25 nouveaux- et dans certains cas plus anciens - négociateurs. Les missions et activités du consortium, le rôle du négociateur et surtout le processus de négociation y ont été présentés et débattus. Une attention particulière a été portée sur les documents de négociation (lettre d'accord, licence). Ce séminaire a été animé par Sandrine Malotaux et complété par des interventions de Sébastien Respingue-Perrin pour un focus sur les ebooks et de Thomas Porquet pour une introduction aux mesures d'usage.

## Enquêtes et rapports

Les négociateurs doivent disposer d'informations consolidées pour débiter une négociation. Plusieurs enquêtes et rapports sont produits pour mieux répondre à leurs besoins.

### /// Enquête sur les APC

- Mise en place d'une méthode de suivi des APC

Coordonnée par le département des négociations documentaires de Couperin.org, l'enquête sur les dépenses en APC (article processing charges) s'inscrit dans le cadre plus général de la dynamique européenne en faveur de la science ouverte. Son objectif est de disposer d'une évaluation la plus précise possible des dépenses réalisées par les institutions académiques françaises pour la publication d'articles en open access.

L'étude a débuté en novembre 2016 et s'est terminée en décembre 2017, elle porte sur l'exercice budgétaire 2015. Sur 31 établissements sollicités en plusieurs vagues, 28 ont répondu avant le 31 décembre 2017 :

- Aix-Marseille Université
- Université Lille 2
- Université Paris 5
- Université Strasbourg
- INSERM
- Mines ParisTech (volontaire)
- Université de Clermont
- Université de Bourgogne
- Université de Bordeaux
- Université de Lorraine
- Université Paris 7
- Université Toulouse 3
- INRIA
- Université d'Avignon
- Université de Poitiers
- Université de Franche-Comté
- Université Grenoble-Alpes
- Université Lyon 1
- Université Paris 11
- INP Toulouse
- Hospices civils de Lyon (volontaire)
- Université de Nice
- Université de Bretagne Sud
- UT de Compiègne
- Université Lille 1
- UPMC
- Université Rennes 1
- CNRS
- ESPCI (volontaire)
- Université de Toulon
- Université de Caen

- Description de la méthode

La méthode mise au point comprend les étapes suivantes :

- extraction des données comptables (SIFAC) 2015, lignes de dépense « frais de publication scientifique »
- Analyse ligne à ligne, identification des lignes correspondant à une dépense APC
- Vérification des factures pour les cas ambigus
- Identification finale de chacun des articles et recherche du DOI

Les vérifications ont été au départ réalisées par les établissements soutenus par l'équipe du DND, puis ont relevé majoritairement de l'équipe du DND, afin de préserver une cohérence d'approche.

- Premiers résultats généraux

Les résultats globaux pour 28 établissements montrent :

- Dépense comprise entre 3,2 M€ (consolidé) et 4 M€
- 2.000 à 2.500 articles concernés
- 494 revues uniques repérées
- 88 éditeurs recensés

Résultats
APC moyen
1 567 €
APC médian
1 300 €

L'enquête ERE pour le suivi des dépenses pour les ressources est désormais ouverte toute l'année pour les établissements et peut être remplie au fil de l'eau.

## ERE – Enquête sur les ressources électroniques

Lancée en 2015 sous sa nouvelle forme, l'enquête ERE pour le suivi des dépenses pour les ressources électroniques a pris son rythme normal, à savoir rester ouverte toute l'année pour la saisie des données en année N. Le taux de réponse reste inférieur à 80% (78% pour l'ERE 2015) ; les données remplies par les établissements sont inégalement fiables, avec pour conséquence un très lourd travail de vérification et consolidation des données, qui a mobilisé au-delà du raisonnable le coordonnateur de l'ERE ainsi que la responsable du DND. La publication des résultats de l'ERE 2015 en a pris un retard important, elle n'a pu se faire qu'en octobre 2017.

Les établissements restent confrontés à des difficultés pour répondre à l'enquête : dispersion des acteurs, identification des factures concernées, temps à y consacrer. L'objectif est d'augmenter le taux de réponse et de fiabiliser davantage les données. Le DND envisage d'alimenter directement l'ERE à partir des données collectées auprès des groupements de commandes et des fournisseurs afin de proposer aux établissements une enquête au moins partiellement renseignée. Il appartiendra toujours à l'établissement de vérifier, compléter et valider les informations qui lui seront proposées avec indication de la source utilisée. La mise en place de ce dispositif exige néanmoins de surmonter les limites techniques, dues notamment à un fonctionnement en silo des diverses briques applicatives de l'outil de gestion de Couperin et à l'indisponibilité du prestataire informatique chargé de la maintenance.

## Perspectives 2018

Les négociateurs doivent disposer d'informations consolidées pour débiter une négociation. Mais les délais nécessaires pour disposer d'informations consolidées et officielles ne permettent pas toujours de les fournir au moment où le négociateur s'engage dans la démarche. C'est pourquoi il est prévu de fournir sans attendre des informations provisoires au négociateur. Il en est de même en ce qui concerne les données d'usage.

# Acquisitions pour ISTEEX



Depuis le début du projet, l'équipe ISTEEX/Couperin est en charge de la politique d'acquisition des ressources : lancement des appels à proposition, analyse des offres, sélection, relations avec les éditeurs, détermination des objectifs de négociation, pré-négociations. L'équipe assure également certaines négociations.

L'année 2017 a été marquée par l'organisation d'un troisième appel à proposition (février 2017) ciblé sur les ressources francophones, puis la sélection des ressources et les négociations avec les éditeurs concernés.

27 ressources documentaires ont été proposées par 15 éditeurs/fournisseurs, essentiellement dans les domaines des sciences humaines et sociales et des sciences biomédicales :

- 13 collections de livres électroniques
- 11 collections d'archives de revues
- 3 corpus de textes
- 1 collection mêlant archives de revues et livres électroniques.

17 ressources ont été sélectionnées et classées par ordre de priorité du fait d'un calendrier restreint et d'un budget limité.

## /// Négociations avec des éditeurs francophones

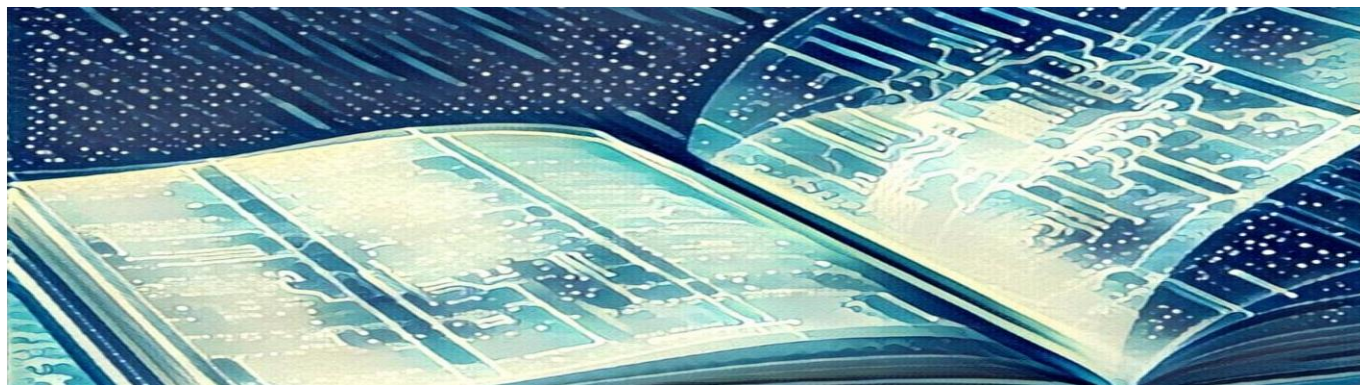
Couperin.org a pris en charge la négociation en 2017 de deux ressources proposées par deux éditeurs francophones :

- **EDP Sciences** qui propose le complément d'archives 2013-2016 pour 23 revues qui ont fait l'objet d'une précédente proposition sélectionnée et en cours de négociation plus une nouvelle revue. La négociation a permis d'étendre cet état de collection à 44 revues de la précédente proposition (vol. 1 à 2012) et d'avoir l'antériorité des archives pour 3 titres, soit une augmentation de 22% du contenu en nombre d'articles.  
Cette proposition a été validée par le Comex et le contrat d'acquisition a été notifié en octobre 2017.
- **OpenEdition** pour lequel Couperin.org a construit en partenariat avec l'éditeur le contenu de l'offre ; le DND a sélectionné titre à titre les 1233 livres électroniques objet final du contrat.  
La négociation a été validée par le Comex.

## /// Négociations Complémentaires

Parallèlement, le DND a poursuivi les négociations débutées fin 2016 avec deux éditeurs :

- **ACS** : Couperin.org a obtenu une extension des archives jusqu'en 2008 (jusqu'ici c'était 1879-1995) soit un contenu augmenté de 52% pour une baisse significative du tarif de 31%. La négociation a été validée par le Comex et l'acquisition est en cours.
- **EDP Sciences**, archives de 58 revues vol. 1 à 2012, suivi de la numérisation des archives manquantes avec notamment la mise en relation avec les responsables des bibliothèques qui possèdent les archives papiers. Le contrat d'acquisition a été signé en octobre 2017.



## DEVELOPPER L'OFFRE EN LIVRES ELECTRONIQUES

Un travail important en 2017 pour poursuivre la réflexion autour de « Prêts numériques en bibliothèques » - PNB, pour mener et participer à des enquêtes sur les pratiques et favoriser la production d'ouvrages Open Access dans l'ESR ou la libération d'ouvrages selon un modèle voisin de celui du projet Knowledge Unlatched.

### La Cellule ebook (CeB)

La cellule eBook structure ses travaux autour de deux axes : la coordination des négociations e-books, rattachées aux Pôles thématiques, avec leurs négociateurs au sein du Département DND et la veille sur les plates-formes, les contenus, les modèles économiques, les readers, l'encre et le papier électroniques, etc. La CeB a réalisé des documents d'aide à l'acquisition des livres électroniques, des documents pédagogiques ou politiques sur la place des ebooks dans les collections numériques des établissements membres du réseau Couperin. Elle souhaite être un interlocuteur privilégié des éditeurs sur ces sujets.

#### Missions de la CeB et de son organisation

La cellule eBook comprend à l'heure actuelle une vingtaine de membres, la plupart négociateurs en établissements, sous la houlette d'un animateur. Elle se réunit quatre à cinq fois par an pour faire le tour des dossiers en cours (suivi des projets, des négociations, information auprès des membres). Ses principales productions sont :

- la rédaction « des 10 commandements pour une offre de livres électroniques idéale » ;
- l'organisation des Journées sur le livre électronique, autour d'une thématique ;
- l'alimentation d'une base de connaissance, « la typologie de l'offre d'ebooks ». Ce travail important consiste à recenser l'ensemble des négociations d'ebooks menées par Couperin et en détailler le modèle économique, les droits d'usage et le contenu.

#### Les activités de la CeB en 2017

La CeB fonctionne désormais en mode projet, sur saisine du Bureau professionnel. Six axes avaient été retenus pour 2017 : poursuivre la réflexion autour de « Prêts numériques en bibliothèques » - PNB, actualiser le comparateur, participer au groupement de commandes Cyberlibris, mener une enquête sur les pratiques auprès des membres de Couperin et favoriser la production d'ouvrages Open Access dans l'ESR ou la libération d'ouvrages selon un modèle voisin de celui du projet Knowledge Unlatched.

En raison de l'abandon du projet de groupement de commandes Cyberlibris, le cahier des charges techniques prévu n'a pu être mis en œuvre. Quant à l'articulation entre le comparateur, la lettre de cadrage et la base de données de Couperin.org, ce projet dépend désormais de l'évolution du système d'information de Couperin.



Baptisé "PNB", le Prêt Numérique en Bibliothèque est un projet au service de l'interprofession mis en œuvre par DILICOM. La CeB a examiné les besoins des bibliothèques académiques.

- **Evolution du modèle de distribution de PNB en bibliothèque**

Suite au communiqué de Couperin indiquant qu'une expérimentation de PNB était nécessaire au vu de l'importance du fonds, il est apparu que le principal frein à cette offre – avant même les modèles économiques – est technique. Le développement d'une interface dans les SIGB afin de gérer les droits de consultation et d'acquisition requiert en effet des déploiements coûteux. Dans ces conditions, il est matériellement impossible de juger l'adéquation entre l'offre éditoriale et les attentes des BU.

Un important travail a été mené pour contacter les principaux fournisseurs de SIGB, en lien avec Dilicom, qui administre PNB. Il est ressorti de cette enquête que la plupart des fournisseurs n'ont pas encore développé de connecteurs ou sont en attente de développement.

Au vu de ces éléments, contact a été pris avec l'ALIRE<sup>1</sup> pour étudier avec Dilicom un mode de diffusion alternatif au modèle conçu pour la lecture publique. La création d'un portail, semblable aux autres offres commerciales diffusées en bibliothèques, serait envisageable. Une liste des livrables attendus a été réalisée en lien avec Dilicom lors d'un entretien associant ALIRE, Dilicom, le DND et la CeB. On peut espérer une issue positive pour ce dossier en 2018.

- **Participation aux enquêtes « Knowledge Exchange » et « offre de manuels numériques » menée par l'Inspection générale des bibliothèques (IGB)**

L'expertise de la cellule ebooks a été sollicitée dans le cadre d'une étude internationale menée par Knowledge Exchange (KE) sur le sujet « Open Access and monographies ». L'étude a été publiée en octobre 2017<sup>2</sup>. KE souhaitait disposer d'une étude analysant le paysage de l'open access en Europe (Finlande, Pays-Bas, Danemark, Allemagne, Autriche, Norvège). Il s'agit de la plus vaste étude menée sur le sujet à ce jour.

Couperin a accepté de contribuer à cette enquête afin que la France y soit représentée.

L'enquête consiste en une étude systémique des relations entre les principales communautés concernées : bibliothèques, éditeurs et financeurs.

La cellule ebooks a mené un double rôle :

- adaptation du questionnaire au marché français et diffusion auprès des membres de Couperin ;
- mise en relation entre les responsables de l'enquête et les éditeurs, principalement privés.

Plus de 45 membres de Couperin ont accepté de répondre à l'enquête. Les principaux points sont :

- l'absence de financement par « Books processing charges » (BPC) au profit du soutien à des acteurs proposant un modèle alternatif comme OpenEdition ;
- la volonté de soutenir « la voie verte » et, concomitamment, le constat d'une forte contrainte liée à ce mode de diffusion ;
- l'accord pour soutenir la voie verte sur budget propre à condition que les collections proposées correspondent aux besoins des bibliothèques.

Ces réponses soulignent la spécificité du marché français par rapport aux autres marchés, où la « voie gold » est favorisée. Les auteurs du rapport pointent l'éloignement des éditeurs publics et privés, ainsi que les faibles synergies entre presses publiques et bibliothèques.

Une réflexion intéressante est esquissée concernant la pertinence de la distinction entre « Books processing charges » et financement institutionnel, l'un et l'autre mode de financement pouvant être apparentés.

Le rapport relève que le principal frein actuel au développement des monographies en open access est l'absence des auteurs dans le dispositif, ainsi que la faible compatibilité entre les

<sup>1</sup> « Association des librairies informatisées & utilisatrices de réseaux électroniques »

<sup>2</sup> Consultable à cette adresse : <http://www.knowledge-exchange.info/news/articles/06-10-2017> [consultée le 04/01/2018]



archives ouvertes et ce media<sup>3</sup>. La diffusion en libre accès tend donc à se limiter au chapitre. Toutefois, cette problématique émerge dans l'industrie avec une prise en compte plus poussée des différents acteurs, les financeurs restant à convaincre.

La Ceb a également été sollicitée par l'IGB dans le cadre d'un rapport diligenté par le MESRI sur "*L'offre numérique éditoriale pour les étudiants*". Des exploitations des données ERE, en lien avec le DND, ont été fournies ainsi que des éléments d'analyse sur la base du comparateur afin d'identifier les principaux fournisseurs et éditeurs distribués. Outre ce panorama, la définition même de « manuel » a été discutée ainsi que la notion de prescription pour l'enseignement supérieur.

#### • Participation au projet OpenEdition Unlocked

La Ceb a été associée au projet de libération d'ouvrages initié par OpenEdition, en lien étroit avec les négociateurs de la ressource. Il s'agit, sur le modèle du dispositif Knowledge Unlatched (KU), de mettre en place un modèle de libération d'ouvrages reposant sur le financement des bibliothèques. Un montant « libérateur » global est défini : une fois ce montant atteint grâce aux participations des bibliothèques, les ouvrages sont libérés.

Ce prototype a fait l'objet de plusieurs allers et retours avec le fournisseur, qui, pour sa part, est en discussion avec ses éditeurs partenaires. Le modèle initialement prévu consistait, une fois le montant libérateur atteint, à offrir en streaming la version HTML en Open Access et un accès comprenant les services associés (streaming et téléchargement) pour les BU qui auront participé au financement.

Une première liste d'une trentaine de titres a été soumise pour sélection à la CeB. L'hétérogénéité de l'offre et la présence d'ouvrages déjà diffusés en bibliothèques a conduit à revenir vers OpenEdition pour redéfinir sa ligne éditoriale afin de se concentrer sur des ouvrages « à paraître » et d'élargir le champ des disciplines.

La réflexion a par la suite porté sur le modèle de financement. Il est vite apparu que cette offre, si elle restait cantonnée au marché des bibliothèques académiques françaises, risquait de connaître un échec.

OpenEdition s'est ainsi rapproché de Knowledge Unlatched afin de pouvoir prospecter sur les marchés étrangers. Le programme est donc devenu « *OpenEdition Books Select* » portant sur un bouquet de 30 ouvrages sélectionnés par des bibliothécaires. Pour la France, la CeB a lancé un appel à candidatures auprès des membres de Couperin afin de connaître les bibliothèques souhaitant être associées au processus de sélection.

La CeB, outre des présentations auprès des collègues étrangers, est également en discussion avec des financeurs afin d'évaluer la possibilité de rendre éligible ce programme dans le cadre d'appels à projet. La constitution du bouquet final doit intervenir avant mars 2018.

#### • Enquête sur les usages du livre électronique en BU

En mai 2017, une enquête sur les usages du livre numérique en bibliothèque universitaire a été lancée par la Cellule ebooks. Partant du constat que l'offre de livres électroniques s'accroît et se diversifie, l'enquête avait pour but :

- d'effectuer un comparatif avec les résultats de l'enquête 2009 ;
- de collecter des bonnes pratiques en établissements ;
- de sonder les membres de Couperin sur les modèles économiques pertinents ;
- de dégager des préoccupations émergentes.

L'ambition de l'enquête était donc large, et visait à repérer des éléments susceptibles d'échapper aux autres enquêtes menées au sein du consortium.

L'ensemble de la chaîne d'acquisition/traitement du livre électronique y est abordé. Les questions portaient sur les éléments budgétaires (montant des dépenses, pourcentage par rapport aux autres dépenses documentaires, etc.), la politique documentaire et les marchés publics (titre à titre ou bouquet, politique de conservation, périmètre et formalisation du

<sup>3</sup> En raison des questions juridiques, du coût relativement plus élevé que pour les articles et du plus fort apport éditorial dans le domaine du livre.

marché, politique par rapport au papier), l'accès et le signalement (catalogage, valorisation, difficultés rencontrées, formations), l'utilisation des statistiques (satisfaction par rapport à la norme COUNTER, ezPAARSE, indicateurs produits).

91 établissements ont bien voulu répondre à l'enquête. Cette dernière est en cours de dépouillement et d'analyse quantitative. Dans un deuxième temps, il serait utile de prendre contact avec les établissements afin de les questionner directement et d'apporter des témoignages. Une restitution est prévue pour la Journée sur le livre électronique.

### • Support et aide à la négociation

- Une matinée consacrée aux ebooks a eu lieu le 5 décembre, en complément à la journée des négociateurs. Cette matinée, conçue comme un temps d'échange et de remontées des attentes des établissements, fut l'occasion de partager avec les

participants des retours d'expériences sur quelques négociations (historique, évolution de l'offre, avancées et difficultés, etc.), de présenter des offres nouvelles, comme GOBI, plateforme de grossistes, qui ambitionne de recenser l'ensemble des offres des plateformes distribuant des livres électroniques, ou d'ouvrir un débat sur des points de licence.

- Des modèles économiques nouveaux sont en cours de discussion, en particulier ceux liés à la plateforme Notobib. Cette dernière diffuse des ebooks De Boeck (monographies et manuels dans les domaines de l'économie, des sciences et de la santé...). Une négociation Couperin a été entamée au vu de l'intérêt du produit et du fort intérêt des membres.

Néanmoins, ce modèle repose sur un système de crédits non-reconductibles, dont la systématisation fut rejetée par Couperin dans le cadre de PNB. Ce modèle, justifiable dans le cas de manuels, doit faire l'objet de vigilance. Le retour d'expérience de cette négociation sera extrêmement précieux.

- Une rencontre a été organisée avec la HADOPI, dans le cadre d'une cartographie des Mesures techniques de protection (MTP) par l'Autorité de régulation. Cet échange fut l'occasion de faire remonter les contraintes imposées par les éditeurs et de rappeler les enjeux de l'interopérabilité

pour les bibliothèques aux fins de conservation.

#### Programme de la matinée « livre électronique » 5 décembre 2017

##### ACTIVITES DE LA CELLULE E-BOOK

##### TEMOIGNAGES SUR DES NEGOCIATIONS

- Notobib, plateforme de diffusion des e-books De Boeck
- Universalis/Cairn
- Evolution de l'offre d'Ebsco avec l'émergence de GoBi.

Temps d'échange : le travail de négociation, difficultés, réussites, perspectives d'amélioration

##### LA REFONTE DES STATISTIQUES POUR LE LIVRE ELECTRONIQUE

##### PLATE-FORME PNB A DESTINATION DE L'ESR : ETAT DE LA QUESTION

##### QUESTIONS SUR LES LICENCES

- Possibilité d'intégrer les clauses de PEB dans les licences
- Archivage des ebooks achetés : clauses d'archivages dans les licences, modalités pratiques et juridiques d'archivage, conditions et coûts.

##### LES 10 COMMANDEMENTS A L'EDITEUR D'EBOOKS : POINT D'INFORMATION ET ACTUALISATION

## Perspectives 2018

- La CeB a été approchée par plusieurs fournisseurs afin de réfléchir à des dispositifs de création de manuels numériques ou de publication numérique d'ouvrages de recherche. Ces projets, auxquels il convient d'ajouter le dispositif *OpenEdition Book Select*, nécessiteront une étude de faisabilité économique en particulier auprès des financeurs (AMI, dispositif Collex, ANR, etc.).
- Une actualisation des « 10 commandements pour une offre idéale de livre électronique » est en cours.
- La Journée sur le Livre Electronique devrait être organisée en 2018.
- L'Enquête sur les usages du livre numérique doit être achevée et rendue publique. Sur sa base, le vade-mecum devra être remis à jour.
- L'émergence d'offres utilisant le système de jetons ainsi que les possibles évolutions du dispositif PNB requerront un important travail de suivi.



## DEVELOPPER L'OPEN ACCESS

L'année 2017 a vu une prise de conscience généralisée des enjeux de l'ouverture de la science dans le contexte de négociations tendues avec les grands éditeurs scientifiques. Elle a été l'occasion de la publication de l'Appel de Jussieu pour une meilleure biodiversité. Couperin a participé à ce mouvement, en particulier au travers des travaux du GTA0 et de son rôle de contact français OpenAire.

## 7es journées Science Ouverte Couperin

### Un programme en quatre parties

#### 1- LES POLITIQUES POUR L'OA

La Commission Européenne a fait de l'open access l'un de ses axes forts. Les différents états européens –notamment l'Allemagne et les Pays-Bas- ont eux-mêmes pris des initiatives pour promouvoir ce mode de diffusion de la science. Où se situe la France, 4 ans après la déclaration de Geneviève Fioraso, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ?

#### 2- OA2020 : UN MODELE ECONOMIQUE AVEC LES EDITEURS

Certains pays ont choisi de s'engager vers le tout open access avec comme objectif la conversion du modèle de l'abonnement, qui domine pour les revues scientifiques, vers celui du libre accès. Pour ce faire, il convient de basculer les ressources financières utilisées pour les abonnements vers le libre accès de manière durable. D'autres modèles sont expérimentés plus localement au niveau des institutions.

#### 3- POUR LA BIBLIODIVERSITE : LES MODELES ALTERNATIFS DANS LES DIFFERENTES COMMUNAUTES DE RECHERCHE

Les différentes communautés de recherche ont mis au point des systèmes et des méthodes pour rendre la recherche plus ouverte. Cette session sera l'occasion de se pencher sur leurs pratiques en matière d'OA (preprint, données, évaluation).

#### 4- UNE EVALUATION SANS FACTEUR D'IMPACT

Un des moyens de basculer vers un accès ouvert intégral aux résultats de la recherche est d'inciter les chercheurs à plus d'ouverture. Mettre en place un système d'évaluation dans lequel l'ouverture de leurs publications et de leurs données est prise en compte est une voie à explorer. L'évolution du processus d'évaluation est à étudier avec les financeurs pour passer d'une évaluation quantitative à une évaluation plus qualitative.

Pour la promotion de l'"Open Access", le consortium a organisé la septième édition des Journées science ouverte 2018 (jso2018) : *100% open access : initiatives pour une transition réussie*. Ces journées ont eu lieu les 22, 23, 24 janvier 2018 aux Arts et Métiers ParisTech (Paris) et ont réuni plus de 400 participants en présentiel et en ligne. L'objectif des journées était d'étudier l'opportunité de nouvelles voies soutenables pour la publication en Open Access : OA2020, projet DEAL allemand, éditions publiques, soutien à la biodiversité, changement du système d'évaluation des chercheurs, etc... Le programme a permis de balayer les nombreux défis qui se posent à la science ouverte. La richesse des débats, les échanges autour des posters, le nombre élevé de participants ont participé au succès de cet événement.

# Le GTAO : Soutenir les établissements dans le portage de leurs projets d'archives ouvertes

Le **Groupe de Travail pour l'Accès Ouvert (GTAO)** a pour objectifs de soutenir les établissements dans le portage de leurs projets d'archives ouvertes (portails HAL, archives ouvertes institutionnelles) et d'informer la communauté de l'enseignement supérieur et de la recherche sur l'open access, en particulier au travers du site web :

<http://openaccess.couperin.org>



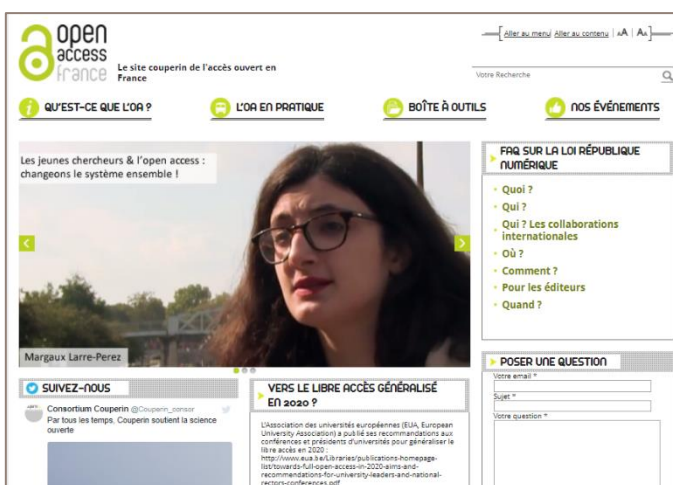
## Pistes de travail et réalisations 2017

Le GTAO réuni une vingtaine de professionnels tous les deux mois. Les aspects juridiques, techniques, de communication et d'études sont abordés au travers de quatre groupes de travail.

Chaque réunion permet d'approfondir un sujet avec un invité. En 2017 :

- Yannick Barborini, CCSD, présentation de Dissemin et de la nouvelle interface de dépôt dans HAL
- Michael Bon, présentation du site Self Journal of Science
- Marin Dacos, chargé de mission Science Ouverte auprès de la Ministre ESRI
- Hélène Skrzypniak, de l'Université de Bordeaux sur l'ouverture des données de la recherche

Les travaux des groupes et les discussions avec les invités permettent aux participants du GTAO une montée en compétence sur différents domaines liés à l'open access. Ils constituent ainsi une force vive de la promotion de l'open access en France.



## Amélioration de la communication vers les membres

- Refonte du site web OAFrance

Le site web OAFrance a été refondu en 2017 pour en faire un site d'information destiné en priorité aux chercheurs : simplification du menu et amélioration de l'ergonomie, nettoyage et refonte des contenus, mise en ligne de la FAQ sur la loi numérique faite par le GTAO juridique, rédaction de nouveaux contenus...

- Diffusion de supports pour la communication dans les établissements

Le groupe information a regroupé et mis en ligne sur le site « Open Access » de nombreux supports dont ceux liés aux manifestations sur l'OA organisées par Couperin : supports produits lors de l'appel à projets OAWeek 2016, supports des Journées OA depuis la première édition.

- **Communication sur l'OA Week 2017**

A l'occasion de la semaine mondiale sur l'Open Access, le GTAO coordonne la mise en ligne des événements organisés par les établissements sur le site OAWeek France. Il a également initié la fabrication de goodies envoyés aux établissements participants.

- **Participation à l'organisation des JSO 2018 :**

Le GTAO a participé au comité scientifique, a initié l'appel à posters et a communiqué sur les réseaux sociaux lors de l'évènement.

## /// Contribution à l'application de la « loi pour une République Numérique »

- **Production d'une FAQ sur l'article 30**

Une FAQ à destination des chercheurs de la loi pour une République numérique a été rédigée par le sous-groupe « Juridique » selon 5 thématiques :

- Quoi ?,
- Qui ?
- Les collaborations internationales,
- Où ?
- Comment ?,
- Quand ?,
- Pour les éditeurs.

Le GT a essayé de répondre de manière simple et synthétique aux différents cas d'application de l'article 30. Les réponses ont été publiées sur le site « open access Couperin » (<http://openaccess.couperin.org/category/faq/>)

- **Implication dans un GT pour le « Guide d'application de la loi numérique »**

Certains membres du sous-groupe juridique ont participé au groupe de travail « guide d'application de la loi numérique » organisé par le CNRS (EPRIST), BSN4-7-10, l'ADBU, la CPU, le CNNum. L'objectif de ce groupe est de fournir aux chercheurs un « mode d'emploi » de la loi Pour une république numérique, sous ses différents articles touchant la recherche ». Pour l'article 30, le GT a adapté la FAQ produite par le GTAO juridique.

## /// Fournir des outils pour l'administration d'archives ouvertes

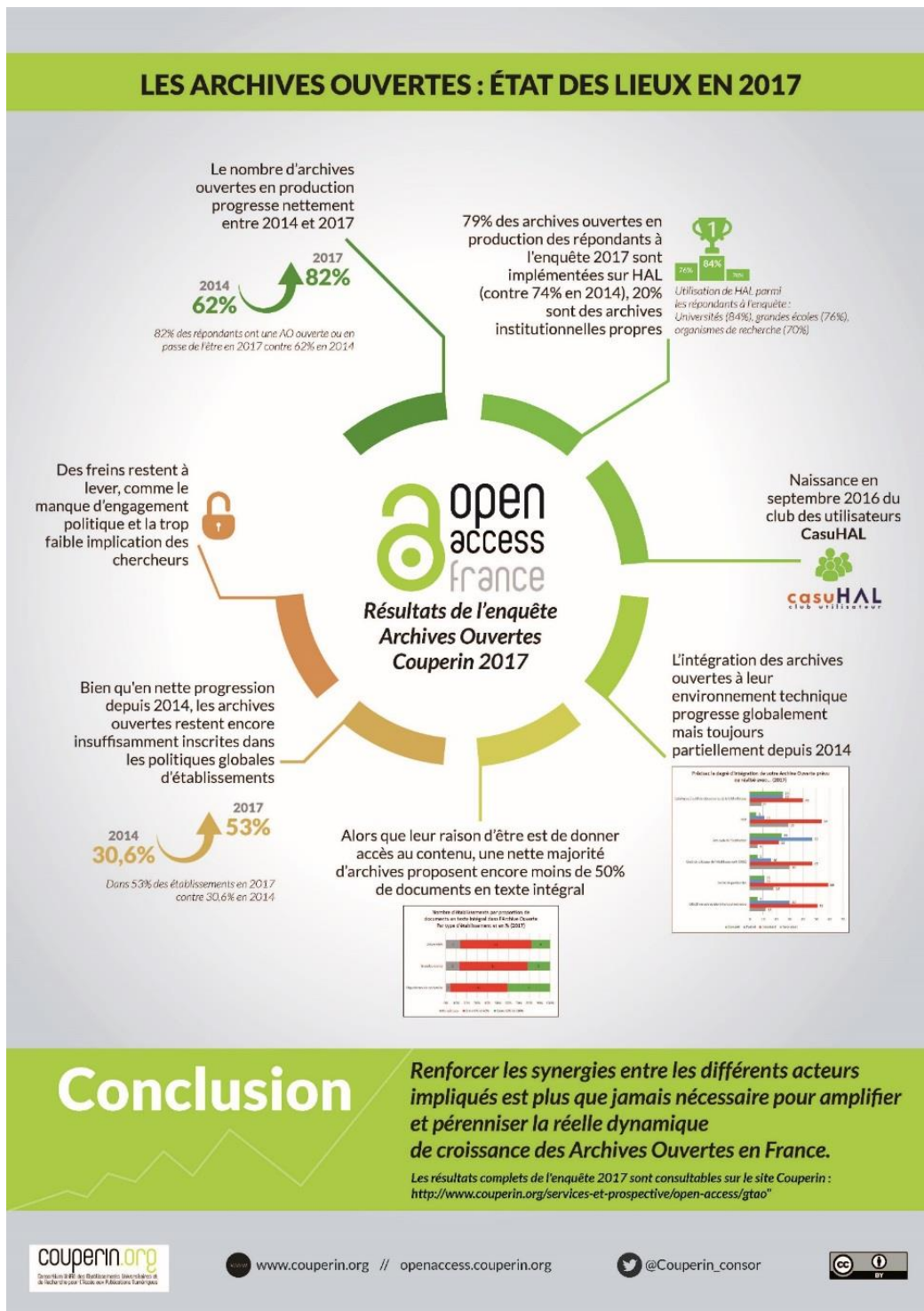
Une séance de travail avec l'équipe ezMESURE a été organisée en mai 2017 afin d'enclencher un travail d'amélioration et d'harmonisation des statistiques d'utilisation des archives ouvertes. Suite à ces échanges, le travail d'implémentation d'ezPAARSE a été entamé par le CCSD.

La formation « administrer une archive ouverte » a été à nouveau proposée à l'Enssib. Elle s'est tenue du 7 au 9 novembre 2017. 17 participants ont été accueillis. Les supports seront mis en ligne sur le site Open access France. La formation va être reconduite en 2018-2019.

Enfin, des contacts fructueux ont été pris avec une représentante de Google Scholar, afin d'améliorer le référencement des archives ouvertes (rencontre prévue en octobre 2018)

## Enquête sur les « Archives ouvertes »

L'enquête bi-annuelle « Archives Ouvertes Couperin », dont la dernière version diffusée datait de 2014 a été relancée par le sous-groupe « Etudes » du GTAO, sous une forme simplifiée. L'enquête 2014, reprise et remaniée, a servi de base pour la réécriture d'une nouvelle enquête 2017 débutée en décembre 2016, finalisée fin janvier 2017 et accessible en ligne aux membres Couperin entre le 3 février 2017 et le 27 mars 2017. Le GT Etude s'est chargé du dépouillement et de l'analyse de l'enquête, ainsi que de la production d'un document complet (méthodologie, analyse des résultats, conclusion et synthèse) de rendu des résultats, mis en ligne sur le site Couperin fin novembre 2017. Un poster synthétique reprenant les principales conclusions de l'enquête a été élaboré entre décembre 2017 et janvier 2018 afin d'être présenté aux JSO 2018 du 22 au 24 janvier 2018.



Poster exposé aux JSO 2018

## Perspectives 2018

- **Approfondir les questions juridiques liées à l'open access**

En 2018, le groupe Juridique souhaite apporter des réponses sur les questions juridiques (au-delà de la loi) sur plusieurs thématiques, dont des cas pratiques notamment rencontrés dans les établissements et en adoptant plusieurs points de vue (chercheur, éditeur, professionnels de l'IST) tels que par exemple :

- Je suis responsable d'une revue publiée chez un éditeur commercial et je veux la passer en libre accès : comment dois-je faire sur le plan juridique ? Quels sont les points de vigilance à avoir ? Quelles sont les ressources ?
- J'utilise des ressources externes (graphiques, images, tableaux,...) dans une publication qu'on veut déposer en libre accès (par exemple une thèse) : quels sont les droits sur ces ressources ?
- Comment récupérer les postprints pour les déposer dans une archive ouverte : puis-je les exiger d'un éditeur ? Si oui, comment faire (lettre type ?)
- ...

Le groupe souhaite étendre son travail sur le droit lié aux données, sous forme de fiches pratiques ou de FAQ également.

- **Valoriser les résultats de l'enquête archives ouvertes**

Le groupe études va travailler à valoriser les résultats de l'enquête archives ouvertes en mettant en avant des réponses significatives. Il va également préparer l'enquête 2019 en prévoyant une ouverture des données brutes de l'enquête.

Il va aussi travailler sur la bibliodiversité en étudiant des pratiques d'édition alternatives (Frontiers, sci-post...).

- **Continuer les actions de communication et de formation**

En 2018, le groupe information va poursuivre le recensement et la mise en ligne sur le site « Open Access » des différents contenus produits par les membres et pouvant être utiles à la communauté pour leur communication propre. Par exemple, certaines universités ont produit une boîte à outils francophone de promotion de l'OA suite à l'appel à projets OAWeek 2016 de Couperin.

Le groupe continuera également à animer la communication auprès des membres et plus particulièrement auprès des Correspondants OA des établissements en 2018, avec en particulier :

- Le lancement d'un appel à projets pour l'OAWeek 2018
- L'organisation d'une nouvelle formation ENSSIB « Promouvoir et valoriser l'open access » en novembre 2018 à Paris.

- **Améliorer les outils autour des archives ouvertes**

Le groupe spécifications continuera de travailler sur les outils proposés par les archives ouvertes :

- Refonte de la formation ENSSIB « administrer une archive ouverte suite aux retours des participants
- Coordination de la réalisation des posters réalisés pour le 1<sup>er</sup> Forum des archives institutionnelles organisé à Sciences Po en juin 2018
- Organisation d'une journée sur la visibilité des archives ouvertes : interopérabilité, référentiels, visibilité sur Google Scholar, Pubmed...
- Travail sur les statistiques d'utilisation d'une archive ouverte : lien à faire avec le GTI, ezPAARSE, COUNTER...

# Projets pour le développement de l'Open Access

## Le projet OpenAIRE

Couperin, en tant que consortium, est le contact français pour le projet OpenAIRE. Son rôle se concentre sur la diffusion et la dissémination concernant la plateforme OpenAIRE

André Dazy, personnel Couperin et NOAD (National Open Access Desk) est à la disposition des chercheurs ou gestionnaires d'archive français.

- **Rôle de Couperin dans OpenAIRE**

Le rôle de Couperin se concentre sur la diffusion et la dissémination d'informations concernant la plateforme OpenAIRE : obligation de dépôt, pilote sur les données de la recherche. Le consortium assure la représentation pour la France, par l'intermédiaire du coordinateur du département Services et Prospective (S&P), en tant que NOADs (National Open Access Desk). Il s'assure que les politiques de libre accès mises en place par l'UE sont diffusées et adoptées par les chercheurs français financés par les fonds européens.

Le coordinateur Couperin du département S&P assure le support pour les utilisateurs français (helpdesk). Il est à la disposition des chercheurs ou gestionnaires d'archive français. André Dazy, répond ainsi aux questions posées ou les fait suivre aux personnes en mesure d'y répondre. Des formations sont dispensées auprès de bibliothécaires ou directement auprès des chercheurs pour les sensibiliser aux obligations de dépôts mises en place par la CE. Pour sa participation, Couperin reçoit environ 40 000 € par an.

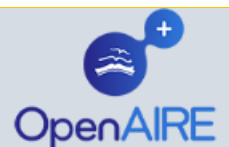
- **Formation et communication dans le cadre du projet**

Un mail a été systématiquement envoyé aux responsables plus de 900 projets H2020, à partir d'une liste fournie par la coordinatrice de la région ouest, leur rappelant l'obligation de dépôt dans HAL ou dans une archive institutionnelle. Une trentaine de réponses ont été reçues manifestant de l'intérêt, demandant des éclaircissements ou assurant que le dépôt des articles serait effectué dans les règles.

Les nouvelles dispositions de H2020 concernant la production d'un Plan de Gestion des Données ont notamment été exposées aux journées de formation de l'enssib « *Gérer, valoriser et préserver les données de la recherche* », en juin 2017.

Le GTA0, les listes de diffusions, le site web et le compte twitter Couperin sont aussi des canaux privilégiés pour cette sensibilisation autour des obligations et recommandations européennes.

## En savoir plus sur la plateforme OpenAire



Créé en 2008, OpenAIRE est un réseau d'entrepôts open access (OA), construit selon une architecture distribuée qui regroupe sur un même portail les publications OA de l'Europe en particulier et du monde entier : les articles se trouvent dans les archives nationales des différents états participants et sont moissonnés par OpenAIRE. Pour l'heure, la **plateforme OpenAIRE** regroupe 23 millions de publications dont 5 millions en texte intégral<sup>4</sup> provenant de plus de 1000 fournisseurs<sup>5</sup>.

**OpenAIRE2020 consacre l'obligation de dépôt de tous les articles issus de recherches financées par l'Europe**, conformément aux recommandations de la CE de juillet 2012<sup>6</sup> et a débuté un pilote, auquel les projets choisissent d'adhérer ou non, pour le dépôt systématique des données de la recherche. De plus, pour un grand nombre de programmes de recherche, les porteurs des projets sont tenus de produire un Plan de Gestion des Données<sup>7</sup>, préalable à toute démarche de conservation, puis de partage des données elles-mêmes.

4 <https://www.openaire.eu/search/find?keyword=>

5 <https://www.openaire.eu/search/data-providers>

6 [http://ec.europa.eu/research/science-society/document\\_library/pdf\\_06/recommendation-access-and-preservation-scientific-information\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/research/science-society/document_library/pdf_06/recommendation-access-and-preservation-scientific-information_fr.pdf)

7 [http://ec.europa.eu/research/participants/data/ref/h2020/grants\\_manual/hi/oa\\_pilot/h2020-hi-oa-data-mgt\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/research/participants/data/ref/h2020/grants_manual/hi/oa_pilot/h2020-hi-oa-data-mgt_en.pdf)





## • Journée des correspondants OA-journée OpenAIRE

Dans le cadre OpenAIRE, Couperin est chargé de diffuser une culture « Open Access » au sein des établissements. Parmi les actions, le GTAO a organisé le 27 juin 2017 une journée destinée aux correspondants OA Couperin qui a réuni 113 inscrits (Définition du programme, prise de contact avec les intervenants, organisation pratique, animation d'ateliers). Divisée en deux parties, l'une plus théorique sur les nouvelles possibilités qu'offrent aux chercheurs la loi pour une République numérique, une introduction aux données de la recherche, l'identité numérique du chercheur ; l'autre, organisée en ateliers ayant pour objet de fournir des outils de promotion aux collègues en charge de l'OA dans leur établissement, de proposer des solutions pour effectuer une veille sur les publications financées par la CE, de présenter les pratiques innovantes en matière de promotion de l'OA ou d'accompagnement des chercheurs sur cette thématique. A la fin de cette journée, les participants sont rentrés dans leur établissement avec une méthode pour pister les publications H2020 et ainsi faire appliquer l'obligation de dépôt qui les concerne.

Le programme est disponible à l'adresse suivante : <https://openaire2017.sciencesconf.org/>

NOMS DES 37 ARCHIVES MOISSONNÉES PAR OpenAIRE	Nb notices Mars 2018
ILL-ESRF publications	2 061
ArchiMer - Institutional Archive of Ifremer	18 329
INRIA (+ notices HAL moissonnées par l'INRIA)	523 863
HAL	518 428
HAL - Sciences de l'Homme et de la Société	114 977
HAL-Rennes 1	18 825
HAL-Inserm	19 502
HAL-Pasteur	3 000
HAL-IRD	11 003
HAL-UPMC	32 836
HAL-Diderot	20 471
HAL Clermont Université	7 627
HAL Descartes	6 323
HAL-ENS-LYON	10 596
HAL - AMU	20 283
HAL-CEA	14 592
HAL-Lyon 3	3 069
Institut National Polytechnique de Toulouse (Thèses)	1 382
OceanDocs	6 965
Bibliothèques Virtuelles Humanistes	1 250
Horizon / Pleins textes	79 324
EURECOM Repository	4 660
Open Archive Toulouse Archive Ouverte	11 724
ProdInra	43 630
CemOA	5 490
ArtXiker - @HAL	444
Centre pour la numérisation de sources visuelles	2 868
Serveur des thèses en ligne de l'INSA de Toulouse	334
OpenGrey Repository	375
Toulouse 1 Capitole Publications	6 524
SAM : Science Arts et Métiers	2 801
Speech & Language Data Repository (SLDR)	72
Archive institutionnelle Ifsttar	21 507
SPIRE - Sciences Po Institutional Repository	6 867
Agritrop	2 940
OpenEdition	251 168
SEANOE	112
<b>TOTAL</b>	<b>1 513 118</b>

## • Compatibilité des différentes archives française

Afin de satisfaire à l'obligation de dépôt des articles (et bientôt des données de la recherche), les chercheurs doivent les déposer dans les archives françaises, charge à elles de se faire moissonner par OpenAIRE pour assurer leur visibilité au niveau européen.

Les gestionnaires des entrepôts d'archives locales ou à vocation nationale doivent s'assurer de leur compatibilité technique avec le moissonneur OpenAIRE pour maintenir l'interopérabilité avec l'archive européenne. Pour être compatibles et moissonnables par OpenAIRE, les archives (institutionnelles ou HAL) doivent adopter les guidelines publiés sur le wiki d'OpenAIRE : [https://guidelines.openaire.eu/wiki/Main\\_Page](https://guidelines.openaire.eu/wiki/Main_Page). Elles sont moissonnées selon le protocole OAI-PMH v2.0.

Les gestionnaires d'archives français ont été systématiquement contactés ce qui a permis de rendre compatible la totalité des entrepôts AO français. A l'heure actuelle, 24 archives françaises (37 avec les différents portails HAL qui ont choisi d'apparaître de façon autonomes) sont visibles, compatibles et moissonnés par OpenAIRE (<https://www.openaire.eu/search/data-providers>). Les nouvelles archives institutionnelles sont contactées (Angers, Strasbourg, etc.) afin qu'elles assurent cette compatibilité. Les entrepôts de données de la recherche sont également contactés : SEANOE, archive ouverte de l'IFREMER pour les données scientifiques marines est par exemple moissonnée.

**Couperin est partenaire d'OpenAIRE depuis sa création et s'assure, entre autres, du bon déroulement du moissonnage des publications françaises.**

## • Poursuite du partenariat Couperin/OpenAIRE

La proposition faite par le consortium de 50 partenaires de toute l'Europe a été acceptée en juillet 2017. Le partenariat Couperin/OpenAIRE est donc prolongé pour une période de trois ans (2018-2021) dans une nouvelle version qui prend le nom d'OpenAIRE-Advance. Le projet devrait se doter, avant 2021, d'une entité juridique sous la forme d'une « Non Profit Organisation », proche d'une association loi de 1901 française, ce qui assurera sa pérennité et permettra de mettre en place une stratégie de long terme.

Dissemin est un service développé par le Comité pour l'Accessibilité aux Publications en Sciences et Humanités (CAPSH) encourageant les chercheurs à diffuser leurs publications librement. Grâce à un nouveau développement, opérationnel au premier trimestre 2017, Dissemin est connecté à HAL. Cette réalisation est le fruit d'un partenariat entre Couperin, le CCSD, et le CAPSH

## Dissemin

Dissemin (<http://dissem.in/>) est un service encourageant les chercheurs à diffuser leurs publications librement. Il permet à chaque chercheur de mesurer l'accessibilité de ses publications et de mettre en ligne en quelques clics celles qui ne sont pas déjà librement disponibles. Plus besoin de saisir manuellement les métadonnées (titre, auteurs ou identifiants variés) : celles-ci sont automatiquement renseignées par Dissemin. Cette fonctionnalité est rendue possible par l'exploitation de deux sources de données : le Bielefeld Academic Search Engine (BASE) et Crossref qui couvrent presque 100 millions de publications.



Jusqu'à présent, les documents ainsi rendus librement accessibles étaient hébergés par zenodo (<https://zenodo.org/>) un dépôt appartenant au CERN. Depuis mars 2017, les chercheurs de toutes disciplines souhaitant déposer dans HAL peuvent utiliser Dissemin comme canal de dépôt. Les dépôts effectués par Dissemin peuvent désormais être rattachés au compte utilisateur de l'auteur dans HAL à partir de l'identifiant [ORCID](#). Pour cela il faudra juste que l'auteur ait associé son compte HAL à son ORCID. Cette réalisation est le fruit d'un partenariat entre Couperin- qui a financé Dissemin à hauteur de 5 400 euros, le CCSD, et le CAPSH, qui développe Dissemin. En savoir plus : <https://www.ccsd.cnrs.fr/2017/03/deposer-dans-hal-avec-dissemin/>

## Campagne d'adhésion DOAJ et SPARC Europe

Dans le cadre de son action de soutien au libre accès à l'information scientifique et à toute initiative destinée à amplifier son développement, une campagne d'adhésion à des tarifs négociés au DOAJ et à SPARC Europe a été menée conjointement par le DND, le DSP et Jean-Jacques Flahaut, trésorier de Couperin auprès des membres Couperin en 2017.

- **Adhésion au DOAJ**

Depuis sa création en 2003, le DOAJ assure au profit des bibliothèques académiques et de recherche ainsi que de la communauté des chercheurs un travail de repérage, signalement et évaluation des revues en open access. Le DOAJ étant indépendant, son financement se fait par des dons, dont 50% proviennent de sponsors et 50% de membres et de membres éditeurs. La France était peu représentée jusqu'à présent parmi les membres adhérents du DOAJ. Suite à cette campagne, 50 établissements français soutiennent le DOAJ.

- **Adhésion à SPARC**

SPARC Europe a un rôle de promoteur de la science ouverte et est un contre-pouvoir auprès des instances européennes, nationales ou supra-nationales : <http://sparceurope.org/about/>. Comme pour le DOAJ, la France était peu représentée parmi les membres adhérents de cette association. Suite à cette campagne, 40 établissements français soutiennent SPARC Europe en 2017. Le résultat immédiat de cette adhésion massive a été l'élection de Marlène Delhaye, de l'Université d'Aix-Marseille, au bureau de SPARC Europe, en décembre 2017, pour représenter la France et orienter les décisions futures de cette organisation.

### En savoir plus



#### ANNUAIRE DES REVUES EN LIBRE ACCES (DOAJ)

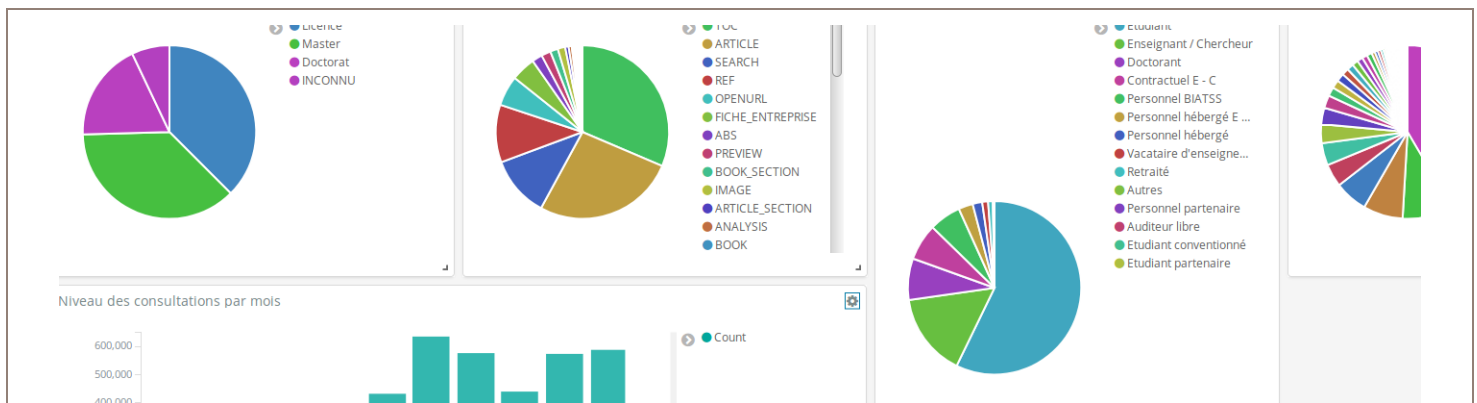
Répertoire en ligne organisé par la communauté qui indexe et donne accès à des revues à comité de lecture de haute qualité à accès ouvert. Tous les services DOAJ sont gratuits, y compris l'indexation dans DOAJ. Toutes les données sont disponibles gratuitement.

Le DOAJ travaille également avec les éditeurs afin de permettre la création de revues en open access conformes aux bonnes pratiques et critères de qualité établis et publiés par le DOAJ.



SPARC EUROPE

(THE SCHOLARLY PUBLISHING AND ACADEMIC RESOURCES COALITION)  
SPARC Europe est une organisation à but non lucratif composée d'un ensemble divers d'institutions académiques, de consortiums de bibliothèques, d'organismes de financement, d'instituts de recherche et de certains éditeurs. tous engagés à soutenir le développement de l'accès ouvert et de la science ouverte.



## AMELIORER LE SUIVI DES USAGES

L'année 2017 a vu la sortie de la version 5 de la recommandation maintenue par le Projet COUNTER, dans lequel Couperin continue de s'investir pleinement en participant à son comité de direction et son groupe consultatif technique, en rendant disponibles en français les documents de support, en œuvrant à la mise en place d'une offre d'audit francophone pour les éditeurs. Les outils développés ou soutenus par Couperin continuent d'évoluer, avec une progression significative de la participation à ezMESURE, qui est passé en un an de 7 à 50 établissements utilisateurs.

## Groupe de travail Indicateurs

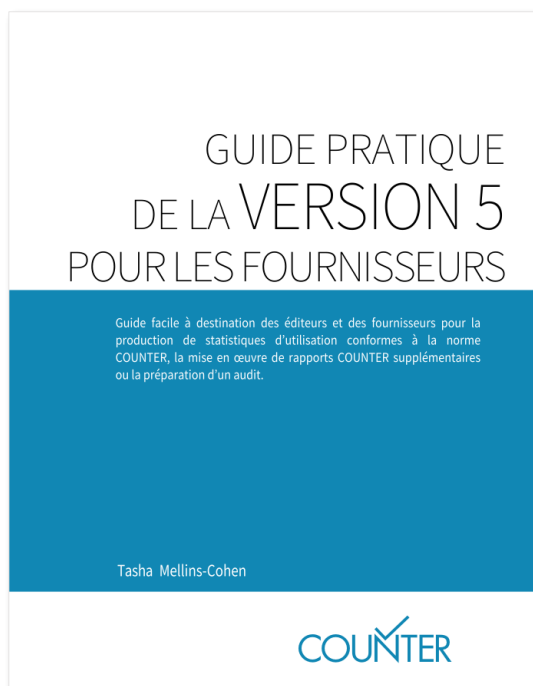
Ce groupe de travail Couperin a pour mission de recenser les données disponibles pouvant être utilisées pour construire des indicateurs et de réfléchir à l'organisation de leur collecte depuis les outils qui les produisent. Les réflexions du groupe doivent permettre de définir des indicateurs pertinents pour le pilotage de l'ensemble des questions documentaires liées au numérique.

Créé en septembre 2014, le Groupe de travail Indicateurs (GTI) inscrit son action dans le sillage de l'ex-groupe de travail sur les statistiques d'usage (GTSU) animé de 2010 à 2014 par Thierry Fournier. Selon la lettre même de la lettre de mission qui a accompagné sa création, deux de ses tâches principales consistent, d'une part, à prolonger le travail du GTSU en recensant les données disponibles et en réfléchissant à l'organisation de leur collecte depuis les outils qui les produisent ; d'autre part, à définir des indicateurs pertinents pour le pilotage de l'ensemble des questions documentaires liées au numérique.

Tout comme celui du GTSU avant lui, le travail de ce groupe se situe au carrefour de celui de plusieurs autres partenaires : commission nationale 46-8 de l'AFNOR, travail international au sein de l'ICOLC ou de l'ISO, le projet COUNTER, le JISC, l'ADBU... Certains de ces rapprochements ont donné lieu à des réalisations, effectives ou en devenir, qui sont détaillées ci-dessous.

Le GTI s'est réuni 5 fois en 2017 : 9 février, 29 mars, 31 mai, 19 octobre, 21 décembre.

## Implication dans le projet COUNTER



Le projet COUNTER, né en 2002, a pour objet de proposer aux éditeurs de produits documentaires en ligne ainsi qu'à leurs clients, un cadre commun pour le décompte de l'usage des contenus proposés, sous la forme d'un "Guide de bonnes pratiques" (*Code of Practice*). Ce guide et les rapports qu'il définit, malgré leurs limitations déjà relevées par ailleurs, constituent aujourd'hui un standard *de facto* de la mesure de l'usage des ressources documentaires académiques et de recherche. La construction d'indicateurs et d'outils faisant appel à ce type de données, doit très pragmatiquement reposer sur cet existant permettant l'agrégation et la comparaison de données homogènes.

Le GTSU avait su nouer des contacts fructueux avec le Projet COUNTER, particulièrement dans le contexte de l'élaboration de la version 4 du *Code of Practice*. Un changement de direction à la tête du projet avait donné l'occasion d'une prise de contact en 2015 avec sa nouvelle directrice, Lorraine Estelle, qui avait été contactée et sollicitée pour avis sur bon nombre de dossiers évoqués ici : prise en compte de COUNTER dans les normes ISO, ou recherche d'un partenaire pour la certification.

Ces liens ont été considérablement approfondis en 2016, avec invitation de Lorraine Estelle pour la réunion du 29 septembre de cette année-là, entrée de Thomas Jouneau au comité exécutif du projet et de Thomas Porquet au sein du groupe consultatif technique, et traduction puis mise en page de deux des *Friendly guides* de la version 4 de COUNTER. Ces participations ont perduré et perdureront en 2017 et 2018.

- **Participation à la discussion autour de la version 5 du *Code of Practice***

L'élaboration de la version 5 de COUNTER était ouverte et participative, ce qui a facilité la remontée de certaines remarques. L'un des points encore en suspens à la date du présent rapport est le statut du décompte des revues en accès ouvert sous embargo, lequel est pour l'instant agrégé au décompte des revues en accès payant. Ce point est en cours de discussion au sein du groupe technique.

- **Travaux de traduction : *Friendly guides*, *Code of Practice***

Les nouveaux *Friendly guides to COUNTER* à destination des éditeurs étant parus en juillet 2017, il a été décidé de les traduire et de les publier comme les précédents. Afin de garantir une qualité de traduction égale ou supérieure à celle de la précédente, un traducteur professionnel a été sollicité pour une prestation. En raison de cette configuration, un certain nombre de choix de termes sont différents de la précédente version (ainsi des "Guides conviviaux" devenus "Guides pratiques").

Au-delà de cette traduction de documents relativement courts, un travail de mise en français du *Code of practice* complet est en cours à l'Inist avec usage d'un logiciel à mémoire de traduction, lui-même alimenté des choix effectués pour les *Friendly guides*. Cette mémoire servira de base pour les traductions ultérieures et devrait permettre d'en garantir l'homogénéité.

La traduction des *Friendly guides* a bénéficié d'une subvention de la part du projet COUNTER à hauteur de 1000 £.

La validation de la traduction du *Code of Practice* complet constituera une des priorités du premier semestre 2018 pour le GTI.

## Travail sur les normes

D'autres documents importants touchant au domaine du GTI sont les normes internationales. Les données et indicateurs concernant les bibliothèques et centres de documentation font principalement l'objet de trois normes ISO :

- la norme ISO 2789 (définissant les données)
- la norme ISO 11620 (définissant des méthodes de construction d'indicateurs et donnant en annexe quelques exemples)
- enfin la norme ISO 16439, plus récente, définissant les méthodes et procédures pour évaluer l'impact des bibliothèques.

Ces trois normes sont construites "en cascade" : la 11620 utilise les notions définies dans la 2789, et la 16439 se reposant sur les deux autres. Seules les deux premières sont pour l'instant traduites en français.

Thomas Jouneau participait encore en 2017 pour Couperin et le GTI aux travaux de la commission AFNOR 46-8. Cette commission a en charge la traduction de ces normes et contribue à leur évolution en lien avec les groupes de travail internationaux qui les suivent au niveau de l'ISO.



Pour rappel, de nombreux problèmes se font jour à la lecture de ces normes et de la 2789 en particulier : conceptions anciennes de la documentation électronique transparaissant dans certains articles ; inexactitudes sur certains items ; proposition de décompte de certains items ("sessions") qui ne sont aujourd'hui plus décomposables ; décompte des refus de connexion par défaut de session simultanée disponible mais pas par défaut de licence sur le document souhaité, etc. Le travail engagé conjointement sur ces points par la commission AFNOR et le GTI, avait abouti à une liste de modifications qui avait pu être discutée à l'occasion de réunions ISO à Berlin en octobre 2016, et devaient être prises en compte dans la prochaine version de la norme :

- adaptation au maximum du texte de la norme, aux réalités de la mesure de l'usage en bibliothèque, et donc au *Code of Practice* COUNTER qui en est *de facto* le standard.
- inclusion du texte de la version 5 du Code COUNTER en annexe de la norme, afin de donner à ce dernier la place centrale qui lui revient dans cette problématique particulière.

À la date du présent rapport il n'y a pas eu d'avancée complémentaire sur ce point, en raison d'un blocage au niveau du secrétariat du sous-comité 46-8 de l'ISO. Les propositions, à revoir en relation avec la sortie de COUNTER 5, sont à reprendre et compléter.

Thomas Jouneau a passé fin 2017 la main à Marine Rigeade, nouvelle membre du GTI, pour le suivi de cette question au sein de la commission AFNOR. Il est à espérer que la situation se débloque au sein de l'ISO pour une progression prochaine sur ce chapitre.

## Certification Dekra

Dekra Certification a mis en place une offre d'audit sur les rapports COUNTER, sur une proposition du GTI :

<https://www.dekra-certification.fr/vos-attestations-et-ou-evaluations/l-audit-de-conformite-au-code-de-bonnes-pratiques-counter-dekra-certification.html>

L'offre pour la version 4, présentée à l'adresse ci-dessus, doit encore se compléter à la date du présent rapport de l'offre pour la version 5. Le GTI continuera de suivre ce dossier courant 2018.

## Collaboration avec l'ADBU et EPRIST

Des liens déjà tissés avec la commission Evaluation de l'ADBU se sont affermis en 2017 au travers d'une réunion commune en mars et de discussions en amont de BiblioVizz, la journée ADBU sur la datavisualisation (<https://adbu.fr/tag/dataviz/>). Cette collaboration est amenée à se renforcer, avec la participation de Caroline Bruley aux deux groupes de travail. La collaboration avec EPRIST se poursuit, plusieurs membres de l'association participant au GTI.

## Organisation d'une journée d'étude



Introduction de la journée d'étude  
(crédit Photo : Dominique Lechaudel)



Lorraine Estelle présente la version 5 du guide de bonnes pratiques COUNTER (Crédit photo: Thomas Porquet)



Présentation des cas d'études en établissement  
(Crédit photo : Thomas Porquet)

- La thématique 2017 : “Exploisons les données d'usage : journée d'étude COUNTER 5 et retours d'expériences”.

Une journée d'étude “Exploisons les données d'usage: journée d'étude COUNTER 5 et retours d'expériences” (<https://indicateurs2017.sciencesconf.org/>) a été organisée le 22 juin 2017 par le GTI. Elle s'est tenue à Paris, dans l'auditorium de la BULAC. Avec son accroche : “les outils et données utiles à la conduite des politiques documentaires numériques changent, et ouvrent aujourd'hui de nouvelles possibilités d'exploitation », cette journée d'interventions et de débats a permis de présenter quelques évolutions récentes, notamment autour de la production, de la collecte et de l'utilisation des données d'usage.

- Le programme

Le programme comprenait une matinée de focus sur COUNTER, avec des interventions de Lorraine Estelle, de Dekra, et de l'éditeur Techniques de l'Ingénieur.

L'après-midi était réservée aux établissements membres de Couperin et tournait autour de la présentation d'outils concrets pour créer et manipuler des indicateurs, notamment ezMESURE ; ainsi que des cas d'études en établissements (CEA, Rennes 1).

- Le bilan

120 participants étaient présents à cette journée. Un compte rendu rédigé par Delphine Coudrin a été publié dans le Bulletin des Bibliothèques de France : [http://bbf.enssib.fr/tour-d-horizon/exploisons-les-donnees-d-usage\\_67664](http://bbf.enssib.fr/tour-d-horizon/exploisons-les-donnees-d-usage_67664).

Il est envisagé de reconduire cette expérience en 2019 si l'actualité s'y prête.

### Le programme complet

#### MATIN : DES NOUVELLES DE COUNTER

- 09h30 - Présentation des travaux côté Couperin (Thomas Jouneau, Groupe de travail Indicateurs)
- 10h00 - Credible, Consistent and Comparable : Code of Practice Release 5 (Lorraine Estelle, Project COUNTER) [*Intervention en langue anglaise, présentation de la v5 de la recommandation COUNTER*]
- 11h00 - COUNTER : Une certification française pour les éditeurs (Yves Moly, Dekra)
- 11h30 - La démarche COUNTER vue du côté éditeur (Marie Lesavre, Techniques de l'Ingénieur)

#### APRES-MIDI : OUTILS ET PRATIQUES

- 13h45 - Le point sur les outils et les rapports Couperin (Thomas Porquet, Consortium Couperin, Groupe de travail Indicateurs)
- 14h15 - Le projet ezMESURE (Dominique Lechaudel, Inist-CNRS et Thomas Porquet, Consortium Couperin)
- 15h00 - Utilisation des données dans la pratique quotidienne : retours d'expérience (Anne-Claire Bernaudin et Thierry Fournier, Université de Rennes-1 ; Didier Gazeau et Annie Le Blanc, CEA)
- 16h00 - La mesure d'usage des données de la recherche (Nicolas Larrousse, Huma-Num)

## SOURCES DE DONNEES

ERE : ENQUETE SUR LES RESSOURCES  
ELECTRONIQUES

## ERE

Enquête nationale annuelle renseignée par les établissements sur les dépenses et le contenu des ressources électroniques acquises

**Qui s'abonne à quoi et pour quel montant ?**

Mutualisation et Evaluation des Statistiques d'Utilisation des Ressources Electroniques



## MESURE

Portail MESURE pour la collecte de rapports COUNTER issus des sites éditeurs pour des comptes établissements agrégés (pas de détail fourni sur "qui dans l'établissement")

**Qui accède à quoi, vu du côté des éditeurs ?**

## Projets 2018

Outre la poursuite des projets déjà mentionnés plus haut, les deux dossiers ci-dessous prendront une partie du temps de travail du groupe en 2018.

- **Référentiel indicateurs**

Une difficulté récurrente de l'utilisation des rapports statistiques est le filtrage des contenus gratuits (Open Access notamment) ou déjà payés (ISTEX), venant impacter de manière significative la valeur des collections abonnées. Un travail démarré en 2017 consiste en un référentiel d'indicateurs types construits à partir de données tenant compte des périmètres réellement payés par les établissements.

Ce travail résultera en un livrable sous la forme d'un document de préconisation visé par Couperin.

Il s'alimentera notamment :

- d'une étude en cours à l'heure du présent rapport sur un échantillon de rapports COUNTER...
- des négociations Elsevier

- **Plate-forme statistique**

Couperin et la communauté ESR disposent aujourd'hui d'un nombre croissant d'outils spécialisés pour dresser le tableau de la documentation électronique en France :

- Qui s'abonne à quoi et pour quel montant (enquête ERE)
- Qui accède à quoi, vu du côté des éditeurs (portail MESURE pour la collecte de rapports COUNTER) pour des comptes établissements agrégés (pas de détail fourni sur "qui dans l'établissement")
- Qui accède à quoi dans un établissement (ezPAARSE, qui donne des informations sur les catégories d'utilisateurs, non contenus dans les rapports COUNTER éditeurs ; données déjà exploitées, dans certains établissements, via le logiciel AGIMUS)
- Qui accède à quoi dans plusieurs établissements (fonction, dès aujourd'hui et encore plus à terme, de la plateforme d'agrégation nationale ezMESURE pour collecter les données générées par les instances d'ezPAARSE déployées dans les établissements).

Ces outils sont pour l'instant séparés et ne communiquent pas entre eux. L'un des enjeux pour les prochains mois et années, est la mise en commun de ces données ou l'enrichissement d'un outil par les données produites par d'autres outils.

A moyen terme, il serait par exemple envisageable d'imaginer :

- un moyen d'interroger (API REST) les données ERE pour les traiter dans ezMESURE et fournir le coût pour une ressource et une année, pour un établissement.
- un moyen de rapatrier les données d'usage COUNTER moissonnées sur MESURE dans ERE, pour que les établissements puissent lier les coûts par ressource et leur utilisation.

A plus long terme, il serait souhaitable d'imaginer la construction d'une interface consortiale (sous Tableau ou autre solution de datavisualisation) rapatriant ces données et les associant dans des indicateurs tels que modélisés dans le document de préconisation mentionné plus haut.

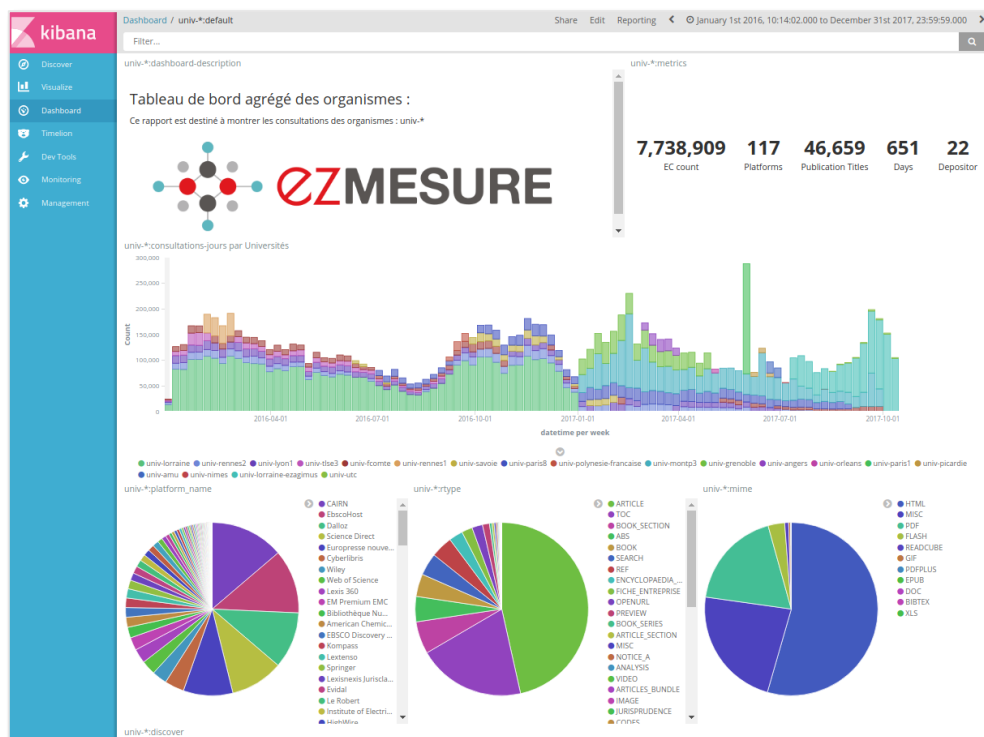
Ces éléments et pistes de travail, déjà annoncés dans le précédent rapport d'activité, restent dans les priorités pour l'année 2018.

# EzMESURE, vers la visualisation des usages

## Evolution d'ezMesure

EzMesure est un outil d'aide au pilotage d'acquisition documentaire, indépendant des statistiques éditeurs. Il fournit actuellement des visualisations de type tableaux de bord par établissement et pourra être utilisé pour des cartographies dynamiques et la fourniture d'indicateurs nationaux par discipline, par région, par type d'établissements des ressources documentaires consultées. Il doit fournir des visualisations de type cartographie dynamique et des indicateurs nationaux, régionaux et par établissement des ressources documentaires consultées... Il est basé sur l'utilisation de la brique logicielle ezPAARSE dans les établissements pour établir et assurer un workflow de reversement des données résultats dans l'entrepôt national de collecte des données d'ezMesure.

**ezMESURE** est un outil d'aide au pilotage d'acquisition documentaire, indépendant des statistiques éditeurs. Il fournit actuellement des visualisations de type tableaux de bord par établissement et pourra être utilisé pour des cartographies dynamiques et la fourniture d'indicateurs nationaux par discipline, par région, par type d'établissements des ressources documentaires consultées.



Exemple d'un tableau de bord agrégé pour les Universités (vue test, qui ne contient pas l'ensemble des données)

Le projet ezMESURE se déroule dans un cadre très similaire au projet ezPAARSE : une collaboration rapprochée entre l'Inist-CNRS et le consortium Couperin, et renforcée par la participation d'établissements pilotes volontaires. La subvention BSN versée le MESRI a été renouvelée et permet de financer la période de juin 2017 à juin 2018.


ezMESURE est basé sur l'utilisation de la brique logicielle **ezPAARSE** dans les établissements pour établir et assurer un circuit de reversement des données résultats dans l'entrepôt national de collecte des données d'ezMesure.

- **Un taux d'adoption en progression accélérée**

De 7 établissements reversant leurs données ezPAARSE à la fin 2016, **53 partenaires** (chiffre à fin mars 2018) déversent désormais des données ezPAARSE dans ezMESURE : ce sont plus de **30 millions** d'événements de consultation représentant plus de **40 000 titres** de publications (dont plus de 10 500 titres de périodiques) mises en ligne sur **216 plateformes** d'éditeurs. (Chiffres en mars 2018)


53 établissements  
partenaires dans  
ezMESURE








**ezMESURE**  
AGRÉGEZ COMPAREZ VISUALISEZ VALORISEZ

ezMESURE est un entrepôt centralisant au niveau national les statistiques d'usage de la documentation scientifique numérique des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR). ezMESURE propose une interface en ligne de visualisation dynamique, consolidée et comparative des données de consultation. Ces données sont produites par les installations ezPAARSE des établissements de l'ESR puis agrégées dans ezMESURE.

  
**Universités**


  
**Instituts**

  
**Grandes Écoles**

  
**Établissements**

Chaque ezPAARSE peut reverser des données résultat dans ezMESURE pour visualisation et archivage.

Chaque établissement accède à un tableau de bord dynamique et personnalisable.

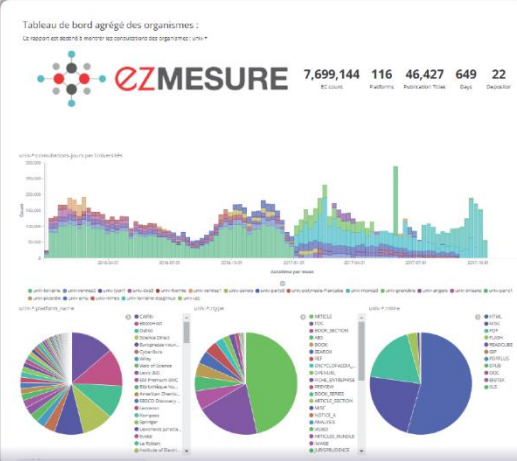



Les données ezPAARSE des établissements sont indexées et archivées dans ezMESURE.


Tableau de bord agrégé des organismes :

ezMESURE 7,699,144 116 46,427 649 22






ICLON Plateforme Indicateurs Time Docs







<https://ezmeasure.couperin.org>

Poster ezMESURE + kakemono  
[http://blog.ezpaarse.org/wp-content/uploads/2017/11/POSTER\\_ezMESURE\\_AO\\_INIST\\_HD.pdf](http://blog.ezpaarse.org/wp-content/uploads/2017/11/POSTER_ezMESURE_AO_INIST_HD.pdf)

## Evolution des briques logicielles

- Une interface de reversement ergonomique et conviviale

Comme pour ezPAARSE, il y a deux façons équivalentes d'interagir avec la plateforme ezMESURE :

- par l'interface graphique mise à disposition sur <https://ezmeasure.couperin.org>
- depuis une invite de commande, via une API (c'est à dire un catalogue de commandes disponibles)

L'interface graphique permet de s'authentifier de façon sécurisée par la **fédération d'identité** et de récupérer un jeton d'identification qui donne ensuite le droit de reverser des fichiers résultats produits par ezPAARSE. Une fois authentifiés, les utilisateurs peuvent utiliser la zone de dépôt par simple glisser-déposer. Un mécanisme de contrôle procède à

des vérifications sur le format et le contenu des fichiers déposés et prévient l'équipe ezTeam qu'un chargement est en attente.

Les collègues en établissement, une fois montées en compétences, peuvent rapidement basculer de l'interface graphique pour utiliser la ligne de commande et procéder aux mêmes opérations pour les automatiser.

- **ezPAARSE : un écosystème toujours vivant**

En parallèle du travail mené avec ezMESURE, la brique ezPAARSE évolue pour répondre aux besoins qui émergent dans les cas d'utilisation que dégage ezMESURE. L'équipe projet a réorganisé sa présence sur le web pour rendre plus facile l'accès aux différentes informations qui concernent la communauté, le blog, la documentation, etc.

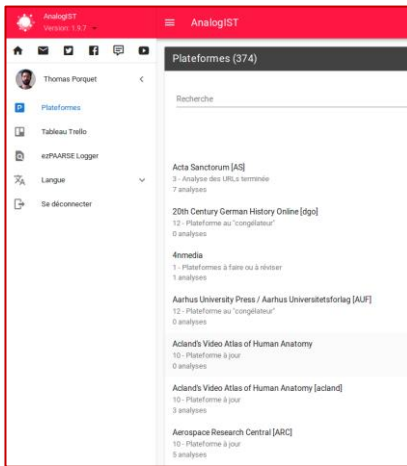
- **Analogist**

La plateforme Analogist permet l'analyse collaborative de plateformes éditeurs ou autres et donne lieu à la création de parseurs pour analyser les lignes de log de votre reverse-proxy.

En 2017, ce sont **20 nouveaux parseurs** qui ont pu être créés et ont été reçus des contributions complètes (analyses + parseurs) de Roumanie et des Etats-Unis grâce aux modalités de logiciel libre qui ont été choisies.

Dans le même temps, on décompte plus de **70 opérations de mise à jour sur des parseurs existants**, pour les compléter, les corriger, les améliorer et les adapter aux changements constatés sur les plateformes des éditeurs :

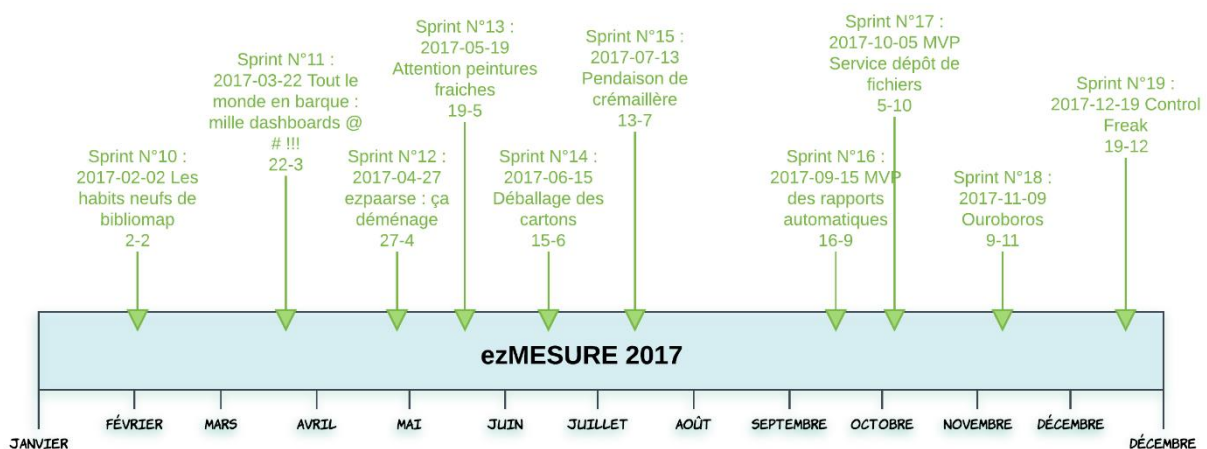
Ce qui porte à **180** le nombre de parseurs actuellement disponibles dans ezPAARSE (sachant qu'un parseur peut être utilisé pour caractériser les accès à une ou plusieurs plateformes).



- **Un blog pour aider les utilisateurs**

Le **blog** avec 48 articles publiés en 2017 proposent de nombreuses informations réparties en 5 rubriques :

- Analyses de plateformes
- Ateliers et formations
- Tutoriels
- FAQ
- Communication



Ligne de vie 2017 - sprints réalisés

## /// Ezparse.org : un nouveau site pour une présence web recentrée

En 2017, un site nouveau propose une vitrine unifiée et moderne **ezparse.org** (<http://www.ezparse.org/>) qui donne accès à toutes les briques du projet :

- le blog <http://blog.ezparse.org/>
- la plateforme analogist pour les analyses : <http://analyses.ezparse.org/>
- l'instance de démonstration ezparse publique <http://demo.ezparse.org>
- le portail ezMESURE <https://ezmesure.couperin.org/>

Ainsi qu'une toolbar déployée en en-tête de tous les sites liés à ezPAARSE.

The screenshot shows the ezPAARSE website interface. At the top, there is a navigation bar with links for Home, Blog, Analogist, Demo, ezMESURE, Bibliomap, and Doc. Below the navigation bar is the ezPAARSE logo and a brief description of the tool. The main content area features a map of Europe with several data points overlaid, representing consultation events. Below the map are three columns of text, each with a title and a brief description: AnalogIST, ezMESURE, and Bibliomap. The footer section is titled 'Une équipe et une communauté' and contains three columns of text, each with an icon and a title: 'Un outil simple et efficace', 'Une équipe disponible et réactive', and 'Une communauté grandissante'.

Barre d'en-tête de tous les sites liés à ezPAARSE

Interface du nouveau site **ezparse.org** (<http://www.ezparse.org/>)

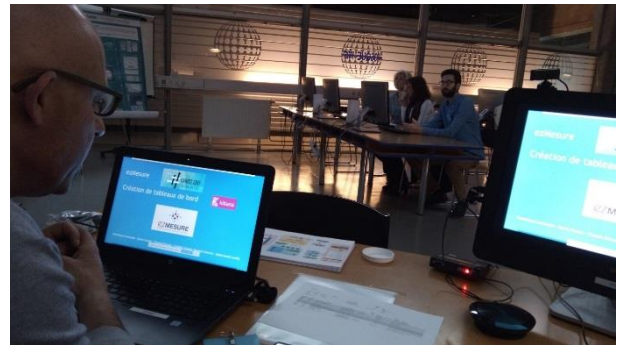
## Les actions de communication et de formation

De nombreux événements, formations et présentations sont organisés pour faire connaître l'offre et faciliter la mise en place :

- **Les rendez-vous par écrans partagés pour le support** : entre mars et décembre 2017, nous avons assuré **78 séances** par écran partagé (soit 7 à 8 séances de support par mois) pour les établissements partenaires
- **La présentation internationale à l'ICOLC** à Prague qui a permis de montrer, 3 ans après la présentation d'ezPAARSE à Lisbonne, l'évolution de notre offre tant en terme de fonctionnalités que de nombres d'utilisateurs français mais aussi internationaux
- **les présentations nationales** : les journées dirBUIST organisées par le Ministère, les Carrefours de l'IST à Nancy et la Biennale du numérique organisée par l'ENSSIB
- **Les ateliers de formation** à Sciences Po, Lyon 1, Grenoble, BU Sainte Geneviève



Formation à Sciences po  
(crédit photo: Frédéric Truong)



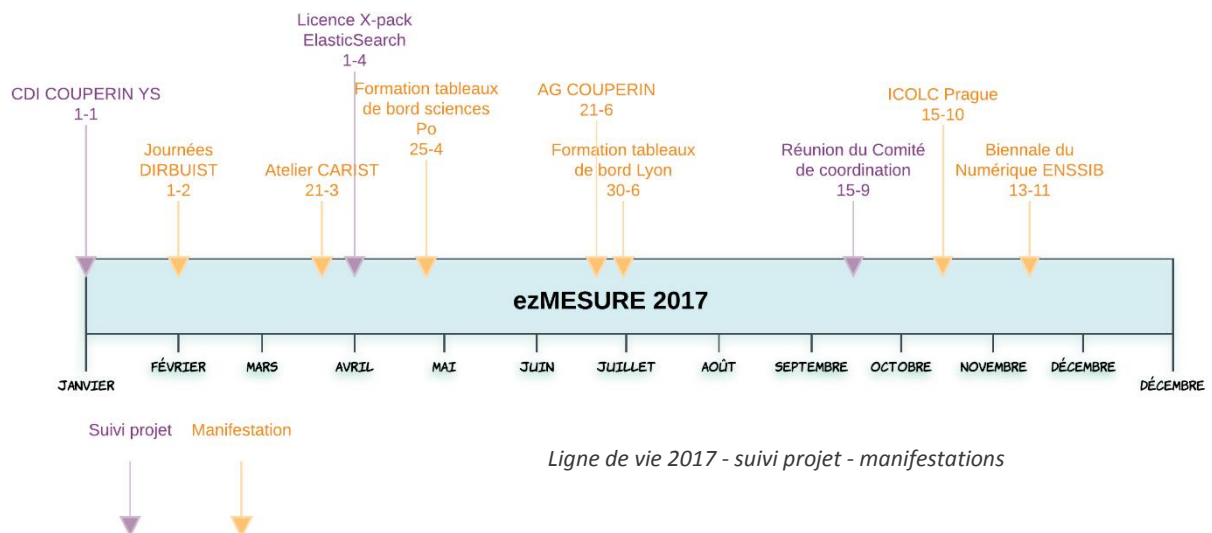
Formation à l'occasion des Carrefours de l'IST  
(crédit photo : Frédéric Truong)



Formation à Lyon 1 (crédit photo : Sylvie Franck)



ICOLC à Prague



Ligne de vie 2017 - suivi projet - manifestations

## Nos perspectives pour l'année 2018

- **Accompagner les établissements déposants**

Beaucoup d'établissements participent désormais au dispositif mais tous ne le font pas encore de façon automatisée. En 2018, l'accent sera mis sur l'automatisation, qui permet de bénéficier de tableaux de bord mis à jour régulièrement et qui réduit la charge de travail pour les équipes en établissement.

- **Continuer d'augmenter le nombre d'établissements participants**

L'objectif est de couvrir au mieux le paysage de l'ESR français pour disposer de vues qui soient les plus complètes possibles (équivalentes des vues consortiales dans les rapports COUNTER fournis par les éditeurs). Nous assurons régulièrement des formations et des séances de support pour aider les établissements qui le souhaitent à rejoindre le dispositif.

- **Croiser les données d'accès avec d'autres sources de données**

Exploiter au mieux les possibilités offertes par le regroupement des données d'usage, de coûts, de population, etc. Réussir à croiser les données reversées par les établissements sur ezMEASURE avec des données obtenues par les enquêtes annuelles nationales comme ERE et l'ESGBU présente un grand intérêt.

- **Nouer des partenariats**

Entrer dans une logique de partenariat avec différents opérateurs pour proposer les briques ezPAARSE et ezMEASURE qui permettent la création d'un service de statistiques d'usage et bénéficier en retour de contributions au code source ou financières pour assurer la vie du projet.

- **Assurer la continuité du financement**

En dernier lieu, assurer la continuité du financement à partir de juin 2018 pour la période 2018-2019 dans l'optique de pérenniser le projet et les outils qui y sont développés.